confitures & déconfitures

chroniques politiques
2009 - 2010

Ces chroniques sont parues dans l'hebdomadaire *Cerises* entre mai 2009 et juin 2010.

conception graphique : Christophe Boutet

© Jean Ferrat : photo d'Alain Marouani
avec l'aimable autorisation de Gérard Meys

Dépôt légal - sept. 2010
ISBN 978-2-7466-2456-6

« C’est une manie bourgeoise de tout arranger en histoire.»

Aragon, *le Con d’Irène*

SOMMAIRE

Mexiiico !	9
Ah qu'il est beau le débit de lait !	15
Le député capitaliste Lefebvre	23
L'avion ne fait plus rêver	31
1969 - 2009 : marcher sur la Lune ou sur la tête ?	39
Cher matricule Dydo 5403	47
Du capital au bocal	55
Rosa Luxemburg : à l'eau de rose ?	61
Lévi-Strauss : laissez-moi danser	67
Liberté à tous les étages	73
Chocolat blanc et mouton noir	81

On dirait le Sud 87

Mururoa, mon amour 95

Le poids des mots, l'électrochoc des kakémonos 109

C'est si peu dire que nous t'aimions 115

Les actionnaires se sucrent : facture salée 121

Les remparts de Varsovie 127

Le Kl@kos K@pital Group 133

Les lieux de privation de liberté 141

Out of South-Africa 147

Les notes indiquées dans les chroniques sont disponibles en pages 155 et 156.

7MAI2009

« Porcine, mexicaine ou nord-américaine, la grippe apparue au Mexique n'en finit pas de changer de nom...»

France 24, mai 2009

Mexiiico !

Le mythe de la grippe porcine, devenue virus H1N1, puis grippe nord-américaine, qualifiée dans la foulée de mexicaine, pour finir en grippe A début mai 2009 aura eu un mérite : réhabiliter le masque dans cette période où la cagoule pourrait être interdite dans les manifestations. La ministre Mme Bachelot conseillera-t-elle donc un molleton stérile de bonne taille, qui recouvre bien la bouche et le nez, à tous les manifestants en bonnet phrygien ? En plus de sabots roses à ses pieds, sortira-t-elle du Conseil des ministres le mercredi attifée de son rectangle vert cachant le masque de sa réforme hospitalière ? Sa collègue, l'altière et raide Mme Alliot Marie, interdira-t-elle bientôt le lancer de dangereux cochonnets dans les manifestations (le jet de grenades lacrymogènes restant lui encouragé par la ministre.)

Le mythe est ce papier-cadeau qui affiche et cache à la fois, ce grossissement et ce détache-

ment du réel. En même temps qu'il raconte, il infléchit. Il y a donc eu des experts ès-grippes, autrement plus sérieux que Mme Bachelot. Ils ont discuté du nom d'une grippe naissante. Cela fait partie du récit, de l'histoire. Ils ont cogité, exploré les options, inaccessibles aux experts du quotidien, aux citoyen-ne-s. Ils ont fini sur la 1ere lettre de l'alphabet. Ils auraient pu se mettre d'accord sur la lettre H, pour « grippe humaine », mais sont tombés sur un os : la grippe était « porcine ». Et mettre P à la place de A aurait porté un coup mondial à la filière du cochon, au Cochonnou et aux cochonnailles, comme la grippe aviaire avait en son temps fragilisé le poulet. L'expérience était passée par là. Bref, trop de cochon aurait tué le cochon.

Et ce mauvais P risquait aussi d'attirer l'attention sur une piste possible du foyer infectieux : une porcherie à quelques kilomètres de la capitale de l'Etat mexicain de Veracruz, filiale américano-mexicaine du groupe *Smithfield Foods* (plaisantes nourritures) qui y élève près

d'un million de pourceaux dans des conditions d'hygiène scandaleuses. Selon Le Monde, des millions de mouches se nourrissent au charnier des charognes de porc pourrissant à l'air libre, puis s'en vont faire leur petit tour dans les communautés villageoises alentours, victimes étonnantes de pneumonies galopantes. Comme quoi tout n'est pas bon avec ces Cochons de Capitalistes. Avec un effort, on aurait pu parler de grippe CC. Cela aurait eu du chien comme nom. Cela aurait indiqué une possible responsabilité, aurait évité de stigmatiser tous les éleveurs de truies et de verrats, voire le Mexique tout entier.

Mais ouf, ces Cochons-là seront bien gardés et cette grippe-là ne sera pas nommée explicitement. Comme l'obésité et la malnutrition ne seront pas nommées maladies OMC *(Opulence et Misère Capitalistes)*. Comme le mésothéliome de la plèvre ne sera pas appelé le SRAP *(Symptôme de Responsabilité Amianto-Patronale)*.

Quant à notre convenable grippe A, l'inconvenant aurait été qu'elle ait sa source dans la luxuriante, blanche et branchée Californie. Aussi le ministre de la Santé du Mexique, M. Cordova, a-t-il fait preuve d'une folle audace en évoquant la piste californienne. Une épidémie chez soi, c'est en effet et la plupart du temps à cause des autres, des voisins, des lointains. Mais le ministre a fait flop : l'Eden californien était trop proche, le voisin américain miaulait... Il fallait chercher l'épicentre plus loin. « Du côté de l'Asie et de la Chine » selon le gouverneur de l'Etat de Veracruz. Ou de celui de l'Egypte selon d'autres personnes avisées. Du Mexique selon les non-Mexicains. Du Nord de l'Amérique selon les Européens... Ouf ! la lettre A a mis tout le monde d'accord.

Ouf ! la lettre A a mis tout le monde d'accord.

L'ennui, en sus des morts, dans toute cette histoire de grippe A, c'est que trop peu de médias,

d'experts, de femmes et d'hommes politiques ont fait appel à l'intelligence des citoyen-ne-s, qui ne s'en laissent pas compter, sont capables de comprendre un problème à plusieurs dimensions, de maîtriser les risques d'une épidémie potentielle.

On me rétorquera : « Tu es bien optimiste avec le Citoyen ! ». C'est un peu vrai. L'autre soir, un mandarin adepte de la tautologie *(Un sou est un sou*, *Le Malade imaginaire est une pièce de Molière, etc.)* m'expliquait, rageur, qu' *Une maladie est une maladie*. J'ai eu envie de lui dire que c'était aussi un phénomène social, que des confrères à lui nommaient la tuberculose, le paludisme… maladies de la misère. « Et si on se mettait à repenser la médecine et la société ? », lui ai-je répondu. Il m'a regardé bizarrement tirant sur son cigare. En sortant de son cabinet, on espérait un courant d'air. Dehors, un artiste de rue chantait : « Mexiiiico ! Sous ton soleil qui chante... Tu seras toujours le paradis des cœurs... et de l'amour.»

22MAI2009

« Les producteurs de lait font monter la pression. »

Le Monde, mai 2009

Ah qu'il est beau le débit de lait !

J'ai toujours eu un rapport particulier au lait : je n'aime pas le gâcher. Ce doit être mon côté paysan, transmis par un grand-père gaullisto-résistant qui possédait une ferme et des Montbéliardes. Que le lait d'une bouteille risque de tourner et me voilà cherchant des solutions pour lui éviter l'évier. Une femme qui n'était pas ma mère m'a confirmé un jour que le lait était un bien précieux. Dans un dénuement visible, assise à même le sol d'une rue passante de Saint-Pétersbourg, cette paysanne essayait de vendre ses bouteilles blanches, projetant de sa voix claire : « сгамолоко, сгамолоко » (lait, lait). Repassant quelques jours après, j'ai vu qu'elle était toujours là : elle avait peu vendu et criait « кефир ! Кефир ! » (kéfir ! kéfir !), du nom caucasien de cette boisson gazeuse acidulée, issue de la fermentation du petit lait.

Aussi le déversement dans les rues de cen-

taines d'hectolitres de lait par des producteurs laitiers en jacquerie a eu sur moi, comme chez d'autres, un effet bœuf. Impuissant, le consommateur a vu partir par les égouts le liquide blanc vendu « si cher » au supermarché. Le breuvage immaculé, symbole de pureté, devait être perdu définitivement, corrompu et grisé par la saleté du caniveau. La Fédération Nationale des Producteurs de Lait (FNPL) a un certain sens de la rupture. Il n'y a pas qu'en Inde que la vache est sacrée.

Une distribution gratuite du lait en question n'aurait pas eu le même effet. Elle aurait été aussi populaire que la chanson de Charles Trenet : *Ah qu'il est beau le débit de lait !* Elle aurait surtout gardé au produit sa valeur, qu'il ne faut pas confondre avec le prix. À Fourmies, près de Maubeuge, le directeur de *Carrefour* (n°2 mondial de la distribution - 1,2 milliards € de bénéfices nets en 2008) obligé de traire une vache et prenant au passage un cours d'économie marxiste l'a appris à ses dépens.

Il fallait donc détruire provisoirement de la valeur pour tenter de faire remonter le prix payé au producteur. Il fallait montrer que lui payer trois fois rien son litre de lait revenait à mépriser son travail.

Sans ce beau débit de lait, le consommateur n'aurait pas appris que le prix payé par les industriels de l'agroalimentaire aux trayeurs de vaches (revenu mensuel moyen : 1000 €) était passé de 30 à 21 centimes le litre entre avril 2008 et avril 2009. Le mythe du lait cher venait de tomber. Les marges, nom poli pour un racket organisé, étaient démasquées. Bref, apparaissait la collusion entre les groupes agroalimentaires (*Lactalis*, *Entremont-Alliance* contrôlée à 64 % par le milliardaire *Albert Frère*...), tirant les coûts de production vers le bas, et la grande distribution (*Carrefour*, *Lidl*), qui transforme le consommateur en vache à lait. « Nos objectifs pour l'avenir sont clairs: générer de la croissance organique rentable, durable et supérieure à celle du marché et améliorer nos

marges » affirmait il y a peu Lars Olofsson, le nouveau directeur général de *Carrefour*, ancien du groupe *Nestlé*.

Les marges, nom poli pour un racket organisé, étaient démasquées.

Alors qu'on lui vante chaque jour les mérites d'une boisson riche en calcium, phosphore et magnésium, le citoyen lui se désespère parfois de voir ce gâchis quand des millions de personnes dans le monde sont mal nourries. Il se demande comment on peut en arriver à détruire le fruit du travail des vaches et des hommes. Souvent, il rapproche le geste des laitiers de Bretagne et de Normandie, écoulant leur production dans les rues, du geste des viticulteurs du Languedoc-Roussillon quand ils ouvrent les robinets devant les Préfectures.

Le citoyen comparera alors le lait qui adoucit les rues et le vin qui les acidifie. Le conditionné retiendra que le lait purifie le corps quand le vin

le corrompt. Vive la voie lactée ! A bas l'ivresse ! L'échaudé se souviendra que la Commission européenne s'occupe du pinard comme du lait. Celle qui, côté vin, veut couper le rouge avec le blanc pour en faire du rosé et a encouragé l'arrachage d'hectares de vignobles à piquette et à bons crus. Et qui, côté lait, a augmenté les quotas laitiers depuis 2003 (avec l'objectif de les faire disparaître d'ici 2015) au nom de la baisse des prix, avec le résultat que l'on sait.

Le citoyen préfèrera ne pas mélanger le vin et le lait : le premier est d'abord national, quand le second est plutôt international. Le vin, selon lui, « il faudrait l'exporter vers des pays qui n'y connaissent rien comme la Chine ». Les laits de consommation courante, en revanche « il ne faudrait plus les importer de Nouvelle-Zélande ou d'Australie. » Economiste à ses heures, il a compris que les prix s'effondrent en cas de surproduction et sont capables de flamber en cas de pénurie (2007). Que les gouvernements européens et la Commission, programmés sur la

concurrence, ont décidé de la non-régulation de l'offre. Le citoyen se demande si la consolidation des coopératives laitières ne serait pas urgente. Il a eu vent des difficultés qu'elles encourent.

Face à la crise du lait, la fameuse puissance publique ne peut rien et surtout pas fixer le prix du lait, c'est bien connu. Elle ne peut que missionner de blancs médiateurs. C'est ce que vient de faire le candidat UMP aux européennes et ministre de l'Agriculture, Michel Barnier. Il s'agit de « faciliter les discussions privées » et de « mettre en place les conditions d'une négociation permettant de déboucher sur l'élaboration et la diffusion d'éléments entrant dans la composition du prix du lait pour le 2e trimestre ». Ouf !

Comme je ne lis pas dans la mousse de lait, déboussolé, je suis allé voir une voyante : elle m'a annoncé le retour du kéfir.

4 JUIN 2009

« Frédéric Lefebvre propose que les salariés travaillent pendant leur congé maladie. »

Le Monde, juin 2009

Le député capitaliste Frédéric Lefebvre

Le député capitaliste Frédéric Lefebvre a un atout : sa tête. Le peuple a enfin droit au vrai visage du système. Grâce à lui, le masque du capitalisme franchouillard, façon comique troupier, d'André Santini dont il était le suppléant dans les Hauts-de-Seine est désormais tombé. Avec lui, pas de rigolade. C'est perte de temps. Nous ne sommes pas à OK Corral.

Car le député Frédéric Lefebvre ne se déguise pas. Sans miséricorde, il ne s'embarrasse pas des habits blancs, tachés d'homophobie, portés par le capitalisme compassionnel de sœur Christine Boutin. Conservateur, il amidonnera la chemise grise du capitalisme paternaliste de Jean-Pierre Raffarin, fossoyeur du lundi de Pentecôte et dézingueur du droit à la retraite. Novateur, il prêtera une cravate-club au ministre Éric Besson, qui aime le jaune et donne un look jésuitique au capitalisme liberticide. Jamais en

short, flanqué de ses habits de croque-vivant, il revêtira le costume sombre du capitalisme total. C'est un *winner,* qui a peur d'être ringard.

Le député Frédéric Lefebvre a d'autres amis, eux aussi députés capitalistes. Ainsi Hervé Mariton (Drôme), promoteur de la privatisation des gares et pourfendeur des « syndicats qui veulent désorganiser la SNCF » (France Info 15 janv. 2009). Ainsi Hervé Novelli (Indre et Loire), cheville assez peu ouvrière du Conseil des Entrepreneurs et comprenant MM. Charles Beigbeder (PDG de *Poweo*), Dominique Desseigne (PDG du groupe *Barrière*), Henri Giscard d'Estaing (PDG du *Club Med*), Aliza Jabes (PDG du groupe *Nuxe*)…

Le député capitaliste arrive à faire oublier qu'il est député. Pour lui, l'élection est une formalité, un passage obligé, un tremplin. Il est cumulard et forcément chef (de file, de famille, d'entreprise). Il fait partie des nombreux députés « de la branche entrepreneuriale ». Celle

qui, depuis 1840, abhorre la réduction du temps de travail, les congés (payés, formation, maternité), déteste les allocations, torpille les réglementations sociales et environnementales les plus efficaces. Le député capitaliste appartient à la France qui peut le plus et donne le moins. Il n'aime que les femmes et les hommes performance, déteste la fragilité, veut faire travailler « volontairement » les malades, les vieux, les ados, pourquoi pas les enfants ? Il ne supporte pas le temps improductif, ou pire : le temps hors-travail payé par le capital. Il est Jacques Attali en moins cultivé. Il n'a pas eu le temps de lire Jacques Prévert : « Dis donc camarade soleil, tu ne trouves pas que c'est plutôt con, de donner une journée pareille à un patron ? »

Le député Frédéric Lefebvre, magicien de coulisses, transforme en or ce qu'il touche. Il fait du *lobbying*, cette pratique patronale de défense des intérêts privés, aux antipodes d'une éthique de femmes et d'hommes libres construisant un destin commun. Il est un PDG

en veille active, un ex-businessman très cher payé en faisant du conseil, rebaptisé consulting pour faire moderne. Ainsi va Frédéric Lefebvre, ex-actionnaire majoritaire du cabinet *Perroquet Institutionnel Communication (PIC Conseil)*, entreprise créée en 1996 (792 000 € de bénéfices nets en 2005 pour 1,5 million de CA). « Nous vendons notre matière grise plutôt cher », a reconnu le cofondateur Steven Zunz, ex-assistant parlementaire de Christian Estrosi, ancien ministre de l'Aménagement du Territoire. *PIC Conseil* et *Causalis* sont devenus Domaines publics en 2004. Les clients ? Des syndicats professionnels (industrie agroalimentaire, pharmaciens, producteurs audiovisuels, agences immobilières, pompes funèbres) et des grands groupes industriels *(Suez*, *Bouygues, Alcatel, Sodexho, casinos Lucien Barrière, rhums Baccardi, cigarettier Altadis)*. Une firme très active lors

Par ses provocations, le député capitaliste se joue du monde tel une éclipse.

des débats parlementaires. Avoir été, comme Frédéric Lefebvre, collaborateur de Patrick Ollier, président de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée Nationale, aide.

Par ses provocations, le député capitaliste Frédéric Lefebvre se joue du monde tel une éclipse. La nuit froide qu'il fait régner sur un territoire durant quelques heures fait que l'on souhaite vite le retour du soleil, de la raison, de la chaleur humaine. Il a pour fonction, entre deux révolutions, de ressusciter le mythe du capitalisme régulé et salvateur.

Il a enfin cette mentalité qui consiste à transformer le sens collectif en individualisme, à mettre en conflit les vieux et les jeunes, les grévistes et les non-grévistes, les salariés et les chômeurs, les intoxiqués du boulot et ceux – trop paresseux à son goût – qui respectent le temps de travail. Il formalise le désordre social. Avec lui, le peuple doit se remettre entre les mains d'un patronat dont il ne sert à rien de peindre le

caractère oligarchique. Nous devrions être pris dans une communion de destin pour faire don de sa personne, de sa force physique, de sa matière grise et de ses congés au capital. Et c'est la nature participative de ce geste qui en fait un épisode de mystification, cachant le contrat de sujétion (par ailleurs de plus en plus inégal) entre employeurs et salariés.

Le député Frédéric Lefebvre suscite en général une sorte de fascination-répulsion chez plusieurs députés de gauche. Il sera alors traité de pitbull, de roquet ou de caniche du Président. Évidemment, chez ces députés, ce qu'il importe de juger, c'est beaucoup moins le capitaliste que Lefebvre lui-même. C'est dommage. Car il y a beaucoup plus à attendre de la révolte des classes dominées que de la comparaison animalière d'un représentant de la classe dominante. Et il y a beaucoup mieux à faire : s'inspirer du poète Jacques Prévert.

18JUIN2009

« Les mystères du Rio-Paris.»

Une de Libération, juin 2010

L'avion ne fait plus rêver

Feuilletant des bouquins chez un libraire, je suis tombé sur un beau livre appelé *Airlines* retraçant l'aventure mythique de l'aviation civile dans le monde. Parmi des ouvrages consacrés à l'audace picturale, photographique et architecturale, il ne dépareillait pas. À une certaine époque, l'avion était osé. Sur de nombreuses lignes, tous les passagers côtoyaient l'assiette en dur, le couteau bien aiguisé, la serviette en tissu et la nappe blanche. On leur proposait en entrée deux sortes de pâtés : l'un au merle, l'autre au merlan. On leur servait, à volonté, des tranches de gigot chaud au romarin et des légumes frais. On y avait de la place pour les jambes. Certes le temps pour traverser l'Atlantique ou l'Oural était plus long, mais il passait plus vite. La guerre froide nourrissait la concurrence. Les passagers de l'*Aéroflot* avaient droit au caviar, ceux d'*American Airlines* au homard à l'américaine, ceux d'*Air*

France au foie gras. Rien à voir avec les maigres et insipides plateaux-repas d'aujourd'hui en classe économique ou les repas fades destinés à l'élite économique en classe affaires. Un gouffre avec les bétaillères modernes. Un canyon avec les compagnies aériennes aseptisées, formatées et fusionnées de ce début de XXIe siècle.

Parmi les bouquins qui bousculaient l'ordre du monde, ce livre était curieux : photos noir et blanc de fuselages gris tous identiques, hôtesses souriantes dans des costumes stricts et bleu sombre, pilotes sérieux casquettes vissées sur la tête posant au pied de leurs appareils, aéroports bétonnés… Jusqu'à ces photos en couleur, clôturant le livre. D'abord celle, bleu-blanc-rouge, illustrant une révolution aérodynamique nommée supersonique, aussitôt baptisée *Concorde*. Comme pour rassurer la bourgeoisie et refuser, jusque dans ce recoin, le mot Révolution. Puis celles, arc-en-ciel reflet d'un certain ordre esthétique, montrant des fuselages bario-

lés et publicitaires, élevant sur les tarmacs des sponsors privés au rang de nations. Le paradoxe était que, plus mon livre se colorisait au fil des pages et du temps, plus le mythe tombait.

Car la compagnie aérienne n'est plus une machine à faire rêver, mais une machine à cash. Personnel fatigué car de plus en plus corvéable, salariés auxquels on propose de travailler gratuitement *(British Airways)*, voyageurs qu'on cherche à faire voyager debout *(Ryanair)*, réduction des coûts, déréglementation, compagnies *low cost* à la sécurité dézinguée, avions à bord desquels il faudra bientôt payer pour boire un verre d'eau comme pour se soulager la vessie, surtaxation des bagages, assurances sur les assurances, services payants, actionnaires voraces... c'est l'ambiance capitalistique.

Du coup l'avion lui-même ne fait plus rêver. Ainsi, malgré des reportages, un feu d'artifice fin 2007, un surnom *(Super Jumbo)*, le lance-

ment de l'Airbus A380, plus gros avion civil jamais conçu, est passé quasiment inaperçu. Or le public veut autre chose qu'une parole commerciale et des mots-performance comme gros porteur, long courrier, quadriréacteur ou double pont. S'il se souvient plutôt que l'A380 peut transporter jusqu'à 853 passagers, il a perçu les conséquences que cela implique dans les aéroports comme en cas de crash. Il en a retenu l'inhumanité.

Le temps pour traverser l'Atlantique ou l'Oural était plus long, mais passait plus vite.

En 2009, non seulement l'avion ne fait plus rêver, mais il concentre l'émotion négative. Il n'est plus la figure d'un mythe mais sa phase terminale. Il fait d'abord parler de lui pour des atterrissages ou des décollages ratés, des incendies et des incidents à bord, des catastrophes. Hier

(juillet 2000) celle du *Concorde*, aujourd'hui (juin 2009) celle de l'*Airbus A330* Rio-Paris. Et là, sus à la raison, aux arguments rationnels, fondés ou infondés, fourbis par les directions d'entreprises *(Air France, Airbus…)*, les syndicats de pilotes, les avocats des familles, les Pouvoirs Publics… chacun défendant à armes inégales ses intérêts particuliers. L'important, c'est d'abord l'affect et LE spectacle. Un spectacle dans lequel il y a peu de place pour une démarche ayant pour but l'intérêt général et pour fil rouge la vérité des faits, pas de place pour une réflexion philosophique sur les risques, le progrès, la place à faire à tous les morts du monde...

Avec l'affaire du Rio-Paris, l'important pour les pouvoirs dominants – politiques, médiatiques et religieux – c'est LE spectacle bien pensant et bien bordé. Celui des familles de disparus, prises en charge, conduites rapidement à l'abri, séparées des journalistes pour éviter toute déclaration pouvant perturber l'édifice officiel.

Jusqu'à ce que cela se tasse. Celui de la mise en scène télévisée de la foudre tombant des dizaines de fois… sur un autre avion. Jusqu'au jeu d'autres hypothèses, sifflé ensuite par l'absence de scénario. LE spectacle des experts tournant en boucle sur les chaînes, se contredisant entre eux au gré des événements. Celui d'envoyés spéciaux dépêchés à Rio, interviewant des passagers n'ayant pas pris – scoop formidable – un avion déjà complet, et remerciant « la Providence ». LE paroxysme des pleurs en public. LA scène de la commune communion au Brésil et en France, relayée en direct par les télévisions et Internet. LE clou de la messe, implicitement imposée aux non-croyants, en présence des autorités d'un Etat faussement laïc. Bref, le passage d'une société d'intérêt général à une communauté d'affects. L'oubli de l'ordre du monde, des classes, des riches, des pauvres.

Tout autre spectacle est alors mal venu. Que Charlie-Hebdo fasse sa Une sur l'A330 Rio-Paris

qui, en se crashant, a ajouté 228 abstentionnistes aux élections européennes et voilà le porte-parole de l'UMP d'appeler au boycott de l'hebdomadaire. Comme si les autres journaux n'avaient pas fait leurs choux-gras du malheur des gens.

Évidemment, rentrer chez un libraire favorise la divagation. J'ai refermé mon livre et me suis dépêché. J'avais un avion à prendre. Il me tardait le *duty-free*.

4 SEPTEMBRE 2009

« Il y a quarante ans, l'homme marchait sur la Lune.»

TV5 Monde, 20 juillet 2009

1969 - 2009

marcher sur la Lune ou sur la tête ?

Les mois d'été auront été fertiles : chaque semaine, un mythe en a chassé un autre. On a attaqué fin juin par celui de Michael Jackson (50 ans aux cerises) pour atterrir fin août sur l'Histoire de la grippe A. Comme dit l'autre, nos mythes sont semblables aux myrtes des morts. Aussi à mi-parcours estival, vers le 20 juillet, on a eu droit à la piqûre de rappel sur la conquête de la Lune, pour cause de 40e anniversaire de cet événement universel.

Alors que je commentais avec elle les articles des journaux sur une terrasse accablée de soleil du festival d'Avignon 2009, une amie comédienne, au-dessus de ces contingences médiatiques et scientifiques, me fit cette remarque :

— Quel rapport entre Michael Jackson et la Lune ?

— Le *moon walking*, répondis-je, lui rappelant

cette danse de pas glissés sur place réinventée par le roi de la pop et soufflée par le mime Marceau.

Car avant qu'il ne devienne lui-même un mythe boosté par sa mort, Michael Jackson avait repris à son compte le mythe des premiers pas humains sur le satellite de la Terre. L'artiste, dans sa combinaison souple en aluminium de cosmonaute, nous avait montré qu'il était très facile d'aller sur la Lune. Il voulait nous y embarquer, offrant à chacun-e d'entre nous l'illusion d'être sur une autre planète, à défaut de l'utopie pour inventer un autre monde. L'univers de Michael Jackson n'était pas celui du groupe Téléphone : « Je rêvais d'un autre monde. Où la Terre serait ronde. Où la Lune serait blonde… »

— Enfin cette histoire de Lune, tu es bien d'accord, on s'en tape, ajouta ma copine, me tirant de ma rêverie et de mon cocktail Blue Moon.

Il faut dire qu'elle jouait dans une pièce de boulevard très divertissante et à grosses ficelles, sa seule préoccupation. Me revint à l'esprit cette phrase de l'un de nos profs d'art dramatique : « Le théâtre est un art de lune. » De mémoire, je lui rappelai ces paroles de Stéphan Druet, comédien aguerri, à propos du Songe d'une nuit d'été de Shakespeare : « Mais lorsque l'on croit ce que l'on rêve, et que l'on rêve que ce monde change : il change. Mais uniquement la nuit, à l'heure où les humains s'endorment… car c'est sous la lumière de la Lune qu'un nouveau peuple s'éveille. » Elle dodelina.

Aller sur la Lune ! Le doux rêve ! Une folle utopie en 1865, date du roman de Jules Verne, *De la Terre à la Lune*. Une réalité le 20 juillet 1969 quand les journaux du lendemain titrent : On a marché sur la Lune ! Et surtout un mythe, récits des voyages de la Terre à la Lune, c'est-à-dire l'ensemble de ce qu'on raconte entre 1865 et 1969 : les décollages ratés, la réussite de Youri

Gagarine, les révolutions autour de la Terre, les trajectoires paraboliques et elliptiques, les voyages périsélènes des engins spatiaux, la BD d'Hergé (1954) *On a marché sur la Lune*, les lieux à faire rêver comme la Cité des Etoiles en URSS ou Cap Canaveral aux Etats-Unis. Jusqu'à l'invention de ce mot : *alunissage*. Avec une ribambelle d'objets mythiques : le Spoutnik, les fusées Apollo et Saturne, les étages de ces fusées, le propergol, les combinaisons des cosmonautes, un gros insecte – le module lunaire – ou LEM *(Lunar Excursion Module)*, les liaisons téléphoniques brouillées entre la Terre et la Lune sur des images en noir et blanc. Avec ce désir sous-jacent, toujours présent dans l'imaginaire humain, de voyager à l'infini, d'explorer, de découvrir de nouveaux

Avec le mythe, le voyage vers la Lune est devenu technologique, ... scolaire, image d'Epinal d'un monde convenable.

espaces, de chercher un paradis perdu.

Mais avec le mythe, le voyage vers la Lune est devenu technologique, anecdotique, solaire, scolaire, image d'Epinal d'un monde convenable de bisounours. Il a fini par faire paraître le trajet détaché des enjeux politiques. Il a filtré. Alors que la guerre froide (préfigurant celle des étoiles), menée dans l'espace par les Etats-Unis et l'URSS et leur volonté de conquête avaient eu un rôle moteur. La politique – celle des blocs – avait conduit à la réalisation de cette utopie du voyage de la Terre vers la Lune. On se prend d'ailleurs à rêver de la puissance politique des coopérations entre États au service d'utopies sociales et écologiques…

En fleurissant le chemin de la conquête lunaire, le mythe en a donc masqué l'origine, le point cardinal. Il a infléchi la réalité à la convenance d'un monde lissé, amputé le résultat de sa cause, ravalé les choix politiques et straté-

giques à un rang subalterne. Car le mythe, ambivalent, a aussi une fonction dépolitisante…

Je revins à mon journal qui lui aussi m'aseptisait. Je le fermai. À côté, un ponte local, adepte du stéréotype *(On va dans le mur, On se tire une balle dans le pied, On se mord la queue, etc.)* pontifiait, dans la cité des Papes, sur la faillite du monde.

— Vraiment, disait-il outré, on marche sur la tête.

Cette phrase sentait l'échec, érigé en vertu. Entre le monde de 2009 et celui de 1969, il fallut à cet instant choisir. Mon amie me rappela que 1969 était aussi une année érotique. Je dodelinai puis opinai.

18SEPTEMBRE2009

Suicides à *France Télecom* :

« J'accuse.»

Une de L'Humanité, 15 sept. 2010

Cher matricule Dydo 5403,

J'ai bien lu ta lettre à Didier Lombard, PDG de *France Télécom* parue dans l'Humanité du mardi 15 septembre 2009. C'était mon anniversaire ce jour-là, mais j'étais content qu'il soit à la fête celui-là avec ton courrier. Tu n'y vas pas avec le dos de la main morte : « Avec les PDG qui vous ont précédé, MM. Bon et Breton, vous avez planifié, programmé avec des juristes, des experts, des consultants, des organismes de formation pour cadres une politique de management et organisationnel pour mettre sur les rails du capitalisme pur et dur notre entreprise.» Tu aurais pu enlever les adjectifs pur et dur. Ou les accoler au mot management.

Je comprends ton écœurement : c'est un peu raide comme nom Lombard. À Paris, j'habite la rue qui le porte au pluriel : la rue des Lombards. Heureusement, c'est une rue jazzy, avec un club sympa, vestige des années sans souci, de

la création sans entraves. Entre 1280 et 1340, c'était la rue de banquiers peu scrupuleux, provenant du nord de l'Italie, voués à la pratique du commerce de l'argent et qui s'étaient emparés d'un trafic lucratif avec des taux d'intérêts élevés. Autres temps, mêmes mœurs : en 2009 le taux de rémunération des actions, le versement des dividendes aux actionnaires intoxiquent les places publiques, polluent la vie. Ton Lombard à toi est un capitaliste du même bois. De ceux qui connaissent le prix de tout et la valeur de rien. On ne se refait pas.

Il ne faudrait pas, cependant, que ton patron nous occupe trop l'esprit. Arriver à faire sans lui, sans eux, sans cette aristocratie économique et sociale qui sape la société et ses services publics, ça nous libérerait. Que je me présente. Je suis le matricule 19094C. Tu ne m'en voudras pas si, malgré nos chiffres qui diffèrent, je te tutoie. Je ne suis pas à *France Télécom*, mais c'est tout comme. Je suis cadre dans une grande

entreprise fusionnée, passée du service public nationalisé au CAC 40, qui fait la guerre économique, les yeux rivés sur le cours de son action.

Il faut six ou sept ans pour détruire un service public. Tu as donc, avec tes collègues, une longueur d'avance sur moi… Que je te dise néanmoins ce qui est de moins en moins supportable chez nous. C'est le travail maltraité et mal traité, regardé comme un coût. C'est la logique de gestion de femmes et d'hommes passés au seul scanner de leurs performances et de leur comportement. C'est le travail de moins en moins épanouissant, à l'inutilité sociale grandissante. C'est la perte de sens et de reconnaissance. C'est la logique d'actionnaires qui se gavent en augmentant les tarifs sur le dos des usagers, quand un nombre grandissant de ces derniers ne peuvent plus payer. Ce sont les restructurations, les filialisations, les primes individuelles qui aggravent les inégalités sociales et salariales dans toute la société comme au sein de l'entreprise.

Ce qui est de moins en moins supportable, c'est l'autoritarisme et les pratiques d'intimidation vis-à-vis de ceux qui relèvent la tête. C'est la propagande quotidienne, l'achat de pages de journaux vantant les résultats financiers. C'est une pensée unique martelée en interne dans une novlangue infantilisante. C'est le culte du marché, le dogme, distillé chaque jour, de la seule concurrence, cette fée magique envahissant tout.

Ton Lombard est de ceux qui connaissent le prix de tout et la valeur de rien.

Ce qui est insupportable, ce sont les activités dimensionnées par le bénéfice qu'elles peuvent rapporter, c'est la recherche industrielle réduite à une vitrine technologique. C'est la recherche exploratoire sabotée comme si l'on avait découvert l'électricité en faisant des études sur l'amélioration de la bougie. Ce sont des laboratoires,

biens publics patiemment construits, rasés. Ce sont des plateaux clientèle pressurés avec des salariés mis en compétition dans des jeux d'un autre temps. C'est cette oligarchie de dirigeants d'entreprises, de détenteurs de capitaux et de stock-options. De barons responsables de « business units », courtisans avec le PDG mais brutaux et antisociaux avec leurs « subordonnés ». De politiciens et d'économistes, payés à prix d'or pour vanter, dans des conférences internes, le libéralisme.

Ce qui est insupportable, c'est le fantasme patronal quotidien exigeant des salarié-e-s qui exécutent ou savent tout sur tout, mais ne doivent pas penser. Ce sont ces agapes auxquelles le peuple travailleur et obéissant est convié, invité à se prosterner devant les spoliateurs, à regarder de loin ces petits pactoles entre amis du même monde. C'est la gabegie des opérations de communication.

On nous répète aujourd'hui à longueur d'antenne que ces suicides dans ta taule, c'est un problème propre à *France Télécom*. Tu comprends, j'en suis certain, ce que valent les explications de ces gens-là qui hier nous racontaient que ces salariés avaient d'abord des problèmes personnels, que ces suicides avaient des causes extérieures à l'entreprise. Tu sais comme moi ce qu'il y a de commun entre *France Télecom*, le centre de recherches de *Renault* à Guyancourt[1], la centrale nucléaire *EDF* de Chinon[2].

Tiens une anecdote avant de te quitter. A Chinon justement. Le 21 août 2004 un technicien de 49 ans a mis fin à ses jours en se jetant sous un train à proximité de son travail. La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Tours avait considéré qu'il y avait « un lien direct et essentiel avec son activité professionnelle », que ce suicide relevait d'une maladie professionnelle. Qu'à cela ne tienne. *EDF* a contesté et saisi le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale. Car

pour l'avocat patronal Philippe Toison : « Tout suicide est un choix personnel. *EDF* n'est pas capable de dire quels éléments peuvent expliquer de tels gestes ». Las ! Le tribunal a confirmé la décision initiale de la CPAM et a débouté *EDF*. Le suicide était bien dû au travail.

Dans quinze jours, je te parlerai des cellules d'écoute, de la gestion du stress ou de comment isoler les personnes à risque. Je pense que nous nous comprendrons. En attendant, j'espère que tu m'écriras et que tu ne vas pas trop en prendre pour ton matricule.

À bientôt et fraternellement.

matricule 19094C

2OCTOBRE2009

« D'après Dominique de Villepin, il existe un risque révolutionnaire en France.»

Libération, avril 2009

Du capital au bocal

La France a vraiment de la chance. Avec Dominique de Villepin, elle a, réunis dans un seul homme, Talleyrand et Fouché, tous deux comploteurs permanents et hommes d'Etat, trouvant des régimes à la France, à sainte distance de la Révolution. Et il faut le reconnaître : ce Dominique (Marie François René Galouzeau) de Villepin est vraiment trop fort.

Après avoir lancé la fusion capitalistique de Gaz de France avec Suez, mise en œuvre par son ennemi Sarkozy (pour le bonheur de leurs amis du même monde), le voilà donc qui réussit, en ce début de XXIe siècle, la fusion historique de deux anciens ministres du XIXe siècle : le premier aux Affaires Etrangères (Talleyrand, évêque semi-défroqué, devenu prince), le second à la Police (Fouché, régicide, devenu duc). Après avoir mélangé le gaz et l'eau, notre Dominique outragé, ex des Affaires Etrangères et

de l'Intérieur, a donc réalisé l'exploit consistant à synthétiser dans sa personne la grandeur et la petitesse de deux commis. Car Dominique de Villepin, c'est cela : le vice appuyé sur le bras de la vertu. En même temps que l'inverse. Sacré DDV comme on le surnomme dans le milieu !

L'histoire ne repasse pas les mêmes plats se plaisait à répéter l'ancien ministre communiste Charles Fiterman. Lui donnera-t-elle raison ? Pas sûr. Quand on se rappelle que Napoléon qualifiait Talleyrand « de merde dans un bas de soie », qui lui-même parlait de l'Empereur en claironnant « Quel dommage qu'un si grand homme soit si mal élevé », on ne peut s'empêcher de penser croc de boucher, casse-toi pauv' con et Nicolas Sarkozy.

La France n'a en effet pas que de la chance. Elle a Nicolas Sarkozy, qui crache – il est des mots plus impolis – allègrement sur la présomption d'innocence sur laquelle est fondée le

droit français. Avec Sarkozy, plus de présumés innocents et de prévenus à l'ouverture de leurs procès, mais seulement des coupables. Ce fut le mot employé par Sarkozy lors de son interview télévisuelle relative au procès Clearstream. Lapsus ! ont écrit les éditorialistes de cour, comme si le mot coupable avait été accidentel. Déjà, en 2003, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, avait annoncé l'arrestation de « l'assassin » du préfet Érignac.

Et que dire de cet accident : la loi du 25 février 2008 créant la rétention de sûreté dans le droit pénal français comme seule réponse aux comportements de récidive et ayant introduit un changement profond d'orientation de la justice ? Car dans un Etat fondé sur la liberté, tout être humain réputé doué de raison, est déclaré responsable de ses actes. S'il viole la loi, il doit en répondre devant des juges. A l'issue d'un procès public, si l'accusé est déclaré coupable, il devra purger une peine prévue par les tribu-

naux. Or la loi Sarkozy-Dati a attaqué le roc de ce principe : selon elle, après avoir achevé sa peine et payé sa dette à la société, au lieu d'être libéré, suivi, aidé, le condamné pourra être « retenu dans un centre de sûreté », par décision de magistrats, parce qu'il présenterait une dangerosité. Comme le dit Robert Badinter : « Le lien entre une infraction commise et l'emprisonnement de son auteur disparaît. Avec la loi nouvelle, le lien est rompu : il n'y a plus d'infraction commise, mais un diagnostic psychiatrique de dangerosité, d'une prédisposition innée ou acquise à commettre des crimes. Que reste-t-il de la présomption d'innocence dans un tel système ? Après un siècle, nous voyons réapparaître le spectre de « l'homme dangereux » (…), la conception d'un appareil judiciaire voué à diagnostiquer et

Clearstream ! Comme si tout se résumait à une haine entre deux hommes.

traiter la dangerosité pénale. On sait à quelles dérives funestes cette approche a conduit le système répressif des États totalitaires. »

Et que dire de Clearstream ? Comme si tout se résumait à une haine entre deux hommes. Comme si le peuple devait abandonner son imaginaire à deux serviteurs des intérêts du capital. Comme si le tribunal se réduisait à un bocal. Comme si ce procès ne concernait pas près de 40 parties civiles. Clearstream ! Comme pour cacher cette chambre de compensation luxembourgeoise, faire oublier d'où vient l'argent, où va-t-il, à quoi sert-il ? Un affrontement théâtralisé masquant le fait que des journalistes sont au tribunal pour avoir fait leur travail de journaliste. Clearstream ! Véritable machine à déréaliser. « En politique, ce qui est cru devient plus important que ce qui est vrai », disait Talleyrand.

16 OCTOBRE 2009

« Le corps de Rosa Luxemburg aurait été retrouvé.»

Der Spiegel, mai 2009

Rosa Luxemburg : à l'eau de rose ?

Certaines histoires enfouies reviennent comme un boomerang avec comme bruit de fond l'envie de comprendre une trajectoire. C'est le cas avec la révolutionnaire Rosa Luxemburg. On la croyait enterrée à Berlin depuis 1919 mais le cadavre de Rosa la Rouge (Rosa la Sanguinaire pour les réactionnaires) pourrait avoir été retrouvé. Un mystérieux corps de femme a en effet été découvert dans le cercueil en bois d'une pièce souterraine de l'Institut médico-légal de l'hôpital de la Charité à Berlin. Il présente, selon Der Spiegel, des similitudes stupéfiantes avec celle qui prônait la grève politique des masses contre la guerre de 14-18 et la bourgeoisie. La Fondation Rosa-Luxemburg, proche de *Die Linke*, a exprimé sa consternation face à la macabre découverte et a appelé le gouvernement à clarifier l'affaire au plus vite.

À Berlin, chaque année, des milliers de personnes se rendent sur la tombe de cette théori-

cienne du marxisme et militante antimilitariste le jour anniversaire de sa mort. Certains parlent de « pèlerinage » auprès de « l'icône » assassinée du socialisme allemand. Les mythes révolutionnaires auraient donc leur part de religieux ?

Rosa Luxemburg et Karl Marx ont en commun de revenir au goût du jour. Au-delà de la critique de la forme non démocratique du communisme du 20e siècle, Rosa symbolise à la fois une version non bolchevique de la révolution et la persistance de l'hypothèse communiste.

Rosa Luxemburg naît en Pologne en mars 1871. À Paris, ce même mois, la Commune se lève. La militante, créatrice du mouvement spartakiste, aile gauche révolutionnaire et antimilitariste du SPD, dont elle était adhérente, a toujours été jugée dangereuse. La guerre de 1914 est alors soutenue par les députés SPD. Infatigable combattante contre la guerre et les compromissions des sociaux-démocrates, à sa sortie de prison (où elle avait été conduite pour

pacifisme), elle participa à la fondation du Parti communiste allemand (KPD). Tuée le 15 janvier 1919 par la milice paramilitaire du gouvernement social-démocrate allemand, son corps sera jeté dans un canal à Berlin. Cet assassinat (comme celui de Liebknecht), et plus largement la répression anti-révolutionnaire, scellèrent la rupture entre SPD et communistes.

Si Luxemburg et Lénine s'opposèrent, concernant notamment l'organisation et la discipline du parti révolutionnaire comme sur la spontanéité des masses, Rosa Luxemburg accueillit avec enthousiasme la révolution de 1917. Visionnaire et lucide, elle écrivit : « La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement.» *(La révolution russe)*

L'écriture justement. Au rayon premier choix : un livre paru au *Temps des Cerises* avec des

lettres[3], extraites de la correspondance de Rosa Luxemburg en prison (1915-1918). Ses écrits de prison, sous le pseudonyme de Junius, serviront de base au programme spartakiste.

Hasard ? Le théâtre de la Commune à Aubervilliers donne un spectacle intitulé *Rosa, la vie* réalisé lui aussi à partir de lettres de prison[4]. De cette série, choisie par Anouk Grinberg, la comédienne indique qu' « il y est peu question de politique ». Un choix en faveur de la sensibilité de l'écrivain Rosa Luxemburg, plutôt qu'en faveur de la vigueur de sa pensée. Pourquoi pas ? C'est l'autre facette, oubliée, humaine, de Rosa Luxemburg. Edwy Plenel, lui, parle d'une « œuvre de piété et de pitié ».

Rosa Luxemburg et Karl Marx ont en commun de revenir au goût du jour.

Et le spectacle direz-vous ? Avec d'autres spectateurs, je l'ai trouvé décevant. La Rosa Luxemburg mise en avant est à l'eau de rose. En plus d'une absence de mise en scène, d'une régie son et lumière réduite à un cui-cui d'oiseau et à une table éclairée, je n'ai jamais vu quelque chose d'aussi pleurnichard. Sur scène, Anouk Grinberg lit plus qu'elle ne joue. Elle ne nous émeut pas, mais nous déprime. Elle préfère la sensiblerie à l'émotion. La comédienne, dont la voix est sur le souffle, adopte des positions christiques les paumes de main levées vers le ciel. On retiendra de son héroïne qu'elle s'amourache des mésanges, sauve une guêpe de la noyade, est bouleversée par la maladie de sa chatte Mimi, souffre avec un buffle au bord d'un chemin. Si je n'aime pas qu'on maltraite les animaux – c'est primaire ou infantile –, tant de mièvrerie consterne.

Alors Rosa : bonne sœur, bonne copine, ou Brigitte Bardot de la révolution ?

6NOVEMBRE2009

« Claude Lévi-Strauss : mort d'un géant.»

France 2, nov. 2009

Lévi-Strauss : laissez-moi danser

L'autre soir, je me suis couché sur cette pensée : Lévi-Strauss est mort. Dans le flot d'hommages monocolores (dernier des géants, et tout le tralala consensuel), je me suis demandé quels étaient ceux qui l'avaient lu. Comme disait Aragon : « Commencez par me lire ! ». Et moi qui l'avait trop peu lu, qu'avais-je retenu du bonhomme, qui m'inspirait le respect ?

Je dois d'abord à Lévi-Strauss un énervement d'il y a plusieurs années contre la modification d'un mot, par le rédacteur en chef de L'Huma de l'époque, dans un article que j'avais écrit depuis la Nouvelle-Calédonie. Dans ce papier parlant des Kanak[5], le rédacteur en chef avait remplacé le mot tribu (auquel je tenais) par le mot village, qui selon lui « serait mieux compris des lecteurs. » Cet ethnocentrisme, qui n'était pas qu'anecdotique, comme cette posture supposée faire peuple avaient le don de me mettre en rogne. Quand on se réclame de l'émancipation

des peuples, on ne commence pas par en récuser les mots de leurs langues. Et Lévi-Strauss, avec un plaisir intellectuel certain, avait en commun avec Marx de partir de la matière brute et réelle telle qu'elle était et non telle qu'elle était projetée. Il employait à dessein le mot tribu, façon de bien nommer les choses.

Je dois aussi à l'académicien, passionné par les rites des autres peuples (et qui n'avait donc pas de raison de rejeter ceux de sa société et de l'Académie française, habit vert, épée, bicorne à plumes et tout le bataclan) d'avoir prononcé cette phrase : « Les mythes existent et plus que moi. » Il posait au fond cette question : Pourquoi donc des gens passent autant de temps à se raconter des histoires qui, parfois, n'ont ni queue, ni tête ? J'ai gardé cette réponse : les mythes servent à réguler et fortifier un système, essaient d'expliquer le quelque chose d'une société non au coup par coup, mais dans une totalité. Le coup par coup, c'est bien ce qu'on reproche à certaines politiques...

Le mythe est donc une parole dont l'une des fonctions principales est de créer de la mise en mouvement des idées et des individus sur de l'imaginaire humain. Le mythe est aussi un récit des métamorphoses. Il enregistre, il transmet, il ne se coupe pas de ses origines, il mobilise. De ce point de vue, le XXe siècle n'a pas manqué de mythes de grandeurs : rêve américain, Europe de l'Atlantique à l'Oural, grand soir, socialisme dans un seul pays, Grande Union Soviétique, grand bond en avant (Mao). Autrement dit, un mythe est associé à la manière dont est organisée la société qui les a produits. Et Claude Lévi-Strauss montre qu'à mesure qu'un mythe répond à une question, il en soulève une nouvelle, reprise à son tour par d'autres mythes, selon un processus franchissant les frontières, le temps, les systèmes. Les sociétés précapitalistes ont ainsi produit leurs mythes, de même que les sociétés industrielles capitalistes et celles s'étant réclamées du communisme ont inventé leurs mythes mobilisateurs. Le post-capitalisme aura-t-il aussi besoin de ses propres mythes ?

Le mythe est une fiction nécessaire pour avancer. Vous me direz : pour aller où ? Certes ! En partant travailler le lendemain dans mon entreprise privatisée, je me suis dit que dans ces lieux-là, la force du discours patronal, avec sa novlangue (normée, infantilisante et, osons le mot, totalitaire), c'est qu'il raconte aussi une histoire. Cela m'a réveillé.

Je dois enfin à Lévi-Strauss de m'avoir fait découvrir les bororos, ces Amérindiens au sein desquels, dans la seconde moitié des années 1930, il a vécu, dont il a étudié la société et qu'il évoque notamment dans *Tristes tropiques*. Des peuples très réfractaires à l'avancée des colons sur leur territoire. Malgré les tentatives d'européanisation, notamment de la part des missionnaires salésiens, les bororos ont continué de consacrer 50 % à 75 % de leur temps à se décorer de peintures, de plumes, de

Le mythe est un récit des métamorphoses.

crocs de jaguars, d'ongles de grands tatous pour chanter, danser des heures durant. C'est que la société précapitaliste ne connait pas l'accumulation du capital, qui met au turbin au moins 5 jours sur 7 la population qu'elle ne met pas en chômage. Et qu'elle paraît inouïe quand, dans notre société dite avancée, il faudrait travailler plus pour gagner plus.

Pourquoi n'existerait-il pas une société heureuse dans laquelle les trois-quarts du temps disponible seraient consacrés à s'amuser ? Ou simplement être ensemble ? Ou exercer des activités différentes le matin, l'après-midi, le soir, le tout avec un revenu digne et décent…

Enfin j'ai retenu du philosophe Lévi-Strauss, qui n'était pas marxiste, cette permanence et cette continuité entre l'expérience sensible et le domaine intelligible. Et je me suis dit que nous-mêmes et la politique avions sûrement beaucoup à apprendre de cet homme-là. Mais pour penser plus, encore faut-il travailler moins…

20NOVEMBRE2009

« Raoult veut baillonner Marie NDiaye et les Goncourt, pour la France.»

Les Inrocks, nov. 2009

Liberté à tous les étages

Selon le député de droite Éric Raoult, parmi les qualités que devrait posséder Marie NDiaye, lauréate de ce prix Goncourt que « nous lui avons accordé » *(sic)*, il y a le « devoir de réserve » qu'aurait dû respecter l'écrivaine. Évidemment, tout est dans ce « nous » et dans ce qu'il exclut. Mais, il y a autre chose : selon la lettre de dénonciation qu'il a envoyée au ministre de la Culture, l'écrivaine « devrait être moins militante » et « un peu plus ambassadrice de notre culture ». Bref, selon Monsieur Raoult, Marie NDiaye ne peut désormais s'opposer au pouvoir. Elle devrait faire allégeance, être à son service. Pourquoi pas à ses ordres ?

Le député UMP pense que les écrivains en vue doivent être des ambassadeurs culturels, ces derniers à l'évidence lui appartenant… S'il croit que Marie NDiaye et d'autres vont mettre leur talent, ce travail qui ne se voit pas, leur

créativité, au service des causes qu'il défend, il se trompe. Je me suis aussi demandé pourquoi Monsieur R. ne se soumettrait pas à la règle qu'il veut voir appliquer aux autres. Ainsi ses prises de paroles, ses discours, ses écrits, ses interventions à l'Assemblée nationale pourraient, outre un passage sous les fourches caudines du prix Goncourt, recevoir l'imprimatur d'une commission à l'idéologie.

Mais une chose m'a chiffonné dans le concert de réactions face à la provocation outrancière (et non accidentelle), de Monsieur R. Cet argument : Marie NDiaye n'est pas une fonctionnaire aux ordres ! Cette phrase a d'ailleurs été le titre d'un article de Jean-Pierre Dubois dans Le Monde du 17 novembre 2009 qui revient sur ce fameux devoir de réserve. Même Le Canard Enchaîné de ce mercredi… Un devoir de réserve qui devient, sous la plume du poète-écrivain Jean Ristat, par un curieux glissement sémantique, un droit de réserve : « Je n'en croyais pas

mes oreilles en écoutant monsieur Éric Raoult faire la leçon à Marie NDiaye au nom du droit de réserve qu'aurait dû respecter la lauréate du prix Goncourt. Il me semblait que seuls les fonctionnaires de la République étaient assujettis à cette règle qui assure, dans une certaine mesure, la mainmise de l'État sur les sujets qu'il emploie » (L'Humanité - 14 nov. 2009). Assujettis ! Mainmise ! Bigre. J'avoue avoir ici trouvé notre ami moins révolutionnaire que lorsqu'il rend hommage, chaque 21 janvier, aux régicides.

Ainsi les écrivains auraient le droit de ne pas obéir (donc de l'ouvrir publiquement) et les fonctionnaires non ! Pourquoi n'y aurait-il pas liberté à tous les étages de la société ? Une catégorie, par une sorte de servitude volontaire, encouragée par une insoutenable propagande, devrait donc être condamnée à la soumission ? Car il s'agit de cela : être sujet ou s'affranchir des dominations de l'État et du capital. Une

société abolissant le contrat de sujétion, voilà une utopie ! Nous en sommes loin. Ainsi, au nom du devoir de réserve, des fonctionnaires ne s'expriment pas dans des réunions publiques ; les gendarmes ne doivent ni manifester, ni émettre de désapprobation (ce que de courageux pandores contestent sur le site Internet *Gendarmes et Citoyens*)...

Une société abolissant le contrat de sujétion, voilà une utopie ! Nous en sommes loin.

Une anecdote emblématique : à ma liberté d'expression contre la privatisation de mon entreprise, me suis-je vu opposer ce concept : « Vous êtes cadre, vous avez un devoir de réserve ! ». Rappelons pourtant cet arrêt d'une haute juridiction française : « Sauf abus, le salarié jouit, dans l'entreprise et en dehors de celle-ci, de sa liberté d'expression à laquelle seules

des restrictions justifiées par la nature de la tâche à accomplir et proportionnées au but recherché peuvent être apportées.» *(Cour de cassation, 22 juin 2004, bull. 2004 n° 175)*

Au nom de quel principe les enseignants, les flics, les militaires, les fonctionnaires territoriaux, les agents des services publics, les pompiers, les infirmières… ne bénéficieraient-ils pas de la légitime liberté d'expression des écrivains ? Au nom de la loi ? Or le devoir de réserve n'existe pas dans le droit administratif de la Fonction publique. D'après la *loi n° 83-634 du 13 juillet 1983* portant droits et obligations des fonctionnaires (dite loi Le Pors), il n'est nulle part fait mention d'un devoir ou d'une obligation de réserve. Dans une tribune (Le Monde - 31 janv. 2008), l'ancien ministre communiste de la Fonction publique de 1981 à 1984 revient sur les principes qui ont guidé la rédaction du statut des fonctionnaires. C'est volontairement que le devoir de réserve n'a pas été intégré à leurs

obligations, laissant à un juge le soin de régler certaines situations rares et très particulières. Un amendement tendant à inscrire l'obligation de réserve dans la loi a été rejeté à l'Assemblée nationale le 3 mai 1983. Anicet Le Pors précise que ce supposé devoir de réserve des fonctionnaires ne saurait être confondu avec le secret et la discrétion professionnels *(art. 26)* et rappelle l'article 6 de la loi : « La liberté d'opinion est garantie aux fonctionnaires. » La loi sur le statut des fonctionnaires ne saurait donc s'opposer à la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789… sauf à dénier aux fonctionnaires leur qualité de citoyen. Pan sur le bec.

Sortons de ce mythe étouffant, le devoir de réserve ! Et remplaçons-le par la seule idée qui vaille ici : la liberté d'expression, dont les limites – diffamation, insultes[6], divulgation de secrets commerciaux – sont d'ailleurs encadrées par la loi. La liberté, voilà le principe fondamental. Elle guide le peuple. Pas Monsieur R.

4DECEMBRE2009

« Minarets : en Suisse, la peur a gagné.»

L'Est républicain, déc. 2009

Chocolat blanc et mouton noir

Originaire de Franche-Comté, j'ai toujours eu ce goût pour le chocolat noir, blanc ou au lait que ma grand-mère m'achète pour Noël quand elle va en Suisse. Revenue de Lausanne, ce week-end de votation fédérale, ma grand-mère m'a ramené une seule sorte de chocolat. « Désormais, m'a-t-elle dit, en Suisse, c'est chocolat blanc » avec la même rage que lorsqu'elle raconte la destruction de la synagogue de Fribourg-en-Brisgau, en Allemagne, lors de la Nuit de cristal en 1938. Au temps d'un gouvernement ne se revendiquant pas de la démocratie. Mémé a ses repères familiaux. La moitié de sa famille était juive.

Ma grand-mère est aussi une femme à qui on ne la fait pas. Elle sait qu'en votant à 57 % pour l'interdiction de la construction des minarets sur initiative du parti de droite populiste UDC, ces Suisses n'ont pas ciblé les minarets. Pas plus qu'ils n'ont soulevé une question d'urbanisme

ou de bruit (l'appel à la prière ayant lieu à l'intérieur des mosquées). Ils ont visé la population musulmane, pratiquante ou non. Elle sait aussi que cette histoire de minaret trouve écho dans plusieurs pays voisins. La France ? Trop nombreux sont ses compatriotes qui passent d'un sentiment légitime de protection à l'inquiétude, puis de l'inquiétude à l'angoisse, enfin de l'angoisse à la paranoïa. Qui théorisent, à partir de faits réels ou montés en épingle, sur « l'islamisation de la France.» Décodent toute situation comme résultat d'une guerre religieuse entre l'Occident et l'Orient, d'un affrontement entre le bien et le mal. Vont jusqu'à « racialiser » le moindre sujet. Charrient la marchandise du danger juif, du péril jaune, du mouton noir.

Elle n'a pas de bol, Mémé. Le village dans lequel elle habite a voté à 42 % pour le *Front national* en 2002. Et en 2008, elle qui ne prie ni Jésus, ni Jéhovah ou Vishnou, a dû aller manifester jusqu'en Allemagne avec la banderole : « Temples, synagogues, églises et mosquées, tout nous va ». Elle ne voulait pas que

le meeting anti-islamisation organisé par *Pro Köln*, parti d'extrême droite s'opposant à la construction d'une mosquée à Cologne, tienne le haut de l'affiche. Le chantier dans le quartier d'Ehrenfeld, où vivent de nombreux immigrés, doit débuter en 2010. *Pro Köln* y a vu un signe de « l'islamisation de l'Allemagne » (159 mosquées - 3 millions de fidèles musulmans). 40 000 contre-manifestants de tous bords, se sont mobilisés. Pour Mémé, il fallait s'opposer à cette résurgence, sous une forme contemporaine, d'un passé nazi. Elle ne veut pas de ce nouveau plat et de son vieux fond de sauce raciste.

Ma grand-mère a aussi ses repères sociaux. Ah ! ce mot chéri du vocabulaire bourgeois : Population (française, des banlieues…) sublimé par le terme de Communauté (juive, musulmane…), sorte d'antidote au gros mot de Classes ! Le mot Population ! Qui dépolitise les groupes et les minorités, repousse les individus dans une neutralité passive, hors des rapports de domination économique du capital. Du coup, Mémé a respi-

ré en entendant le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, pour qui le vote suisse est une tentative de détournement : « En période de crise, certains partis politiques font leur paradis sur la crainte, la peur de l'autre, de l'étranger, d'une autre religion, au point qu'on peut peut-être considérer que certains auraient avantage à cultiver les oppositions, à générer des climats qui peuvent s'apparenter à certains endroits à de la guerre civile, pour qu'on ne s'intéresse pas aux questions économiques et sociales », a expliqué le syndicaliste.

Ma grand-mère sait que cette histoire de minaret trouve un écho dans plusieurs pays voisins.

Mais Mémé n'a pas été complètement satisfaite. Les religions, cela existait avant le capitalisme. Elle a eu vent qu'à chaque fois qu'une religion s'est installée quelque part, il y a eu conflit avec la précédente. Elle pense au protestantisme, au judaïsme… Elle connait aussi les

dangers des fondamentalismes religieux d'où qu'ils viennent. Elle dit aux croyants qu'ils doivent s'émanciper, faire la révolution dans leurs religions.

Mémé a aussi besoin de laïcité dans toute l'Europe. Elle veut revisiter ce joli mot. Elle débat. Laïcité : juste respect des croyances ou refus de toutes les religions ? Elle refuse la dérive sarkozienne : « Pas un libre-penseur, pas un franc-maçon, pas un athée qui ne se sente au fond de lui l'héritier de la chrétienté » (Nicolas Sarkozy – 12 nov. 2009). Car ici avec Sarkozy, oubliés les juifs et les musulmans. À l'image de la circulaire ministérielle sur l'identité nationale qui recense « nos églises et nos cathédrales », mais ni les synagogues ni les mosquées.

La prochaine fois que Mémé ira en Helvétie, la constitution suisse sera peut-être modifiée. Un texte dont le préambule proclame « l'esprit d'ouverture au monde du peuple suisse, au nom de Dieu tout-puissant.» De quoi être chocolat.

1 JANVIER 2010
NOUMEA

« Le Camp-Est épinglé.»

Les Nouvelles Calédoniennes, déc. 2009

On dirait le Sud

Il règne en métropole un climat si délétère que je suis allé passer les fêtes en Nouvelle-Calédonie, contrée à laquelle je suis depuis longtemps attaché. À chacun de mes voyages, je vois que le pays, fragile, change. Transfert des compétences pour les routes, la santé, l'environnement, l'économie, l'éducation, la formation…, il acquiert (à pas comptés) son autonomie, nous rappelant qu'un peuple n'a que ce pour quoi il se bat. Il faut faire confiance à tout ce qui se mobilise en son sein, dans toutes les composantes de cette société et singulièrement dans le peuple kanak, pour construire un avenir post-colonial. Ce pays finira bien un jour par accéder à l'indépendance politique. Un référendum d'autodétermination doit avoir lieu entre 2014 et 2018. On envie au fond ce pays, qui invente, fût-ce de manière chaotique, un destin commun quand en métropole on ne fait que détruire, amoindrir, raboter, exclure,

stigmatiser… Et que l'on se demande dans quel état Sarkozy laissera la France en 2012.

Dire cependant que tout va bien sous ces cocotiers serait faire preuve d'angélisme. Certains se sentent floués par les accords de Nouméa (1998). D'autres en profitent. Par ailleurs, en plus de la question de l'indépendance politique et économique, le pays est confronté à des problèmes aigus. Il en va ainsi de la lutte contre les inégalités sociales (qui ne sont pas inventées par ces affreux syndicalistes de l'*Union Syndicale des Travailleurs Kanak et Exploités - USTKE*) et pour les droits sociaux, de la question des transports en commun, du recyclage des déchets. Ces questions traversent toute la société calédonienne, côté indépendantiste et côté loyaliste. Et puis il y a ce rééquilibrage entre le Nord de l'île et le Sud qui n'a pas eu lieu. Enfin les enjeux écologiques (gestion de l'eau, pollutions dues aux nouvelles usines d'exploitation du nickel…) deviennent majeurs. Et ce n'est pas le classement du lagon calédonien, à grand

renfort de publicité, au patrimoine mondial de l'UNESCO qui empêchera les capitalistes (brésiliens au Sud et canadiens au Nord de la Grande Terre) d'exploiter le minerai en salopant le plus beau lagon du monde. Parfois le Nord, comme le chantait Nino Ferrer (né sur le Caillou), on dirait le Sud.

En Calédonie-Kanaky, on peut faire l'autruche la tête dans le sable blanc de l'Ile des Pins ou de la Baie des Citrons… Joyeux tropiques ? La France gère ici sa dette coloniale. Elle a encore des lignes à la colonne débit. Il existe ainsi près de l'ancien bagne de Nouméa (où a « vécu » Louise Michel), pas loin de la presqu'île de Nouville, une prison qui vaut son pesant de noix de coco. Elle s'appelle le Camp-Est, ce qui montre le progrès sémantique accompli depuis 1871. Cette prison détient deux records à la gloire de la France, qui n'a pas encore transféré ses compétences en matière de justice. C'est d'une part l'une des prisons les plus perméables de la République : 16 évasions en 2009 (sur 434 détenus.)

La cavale de décembre fut à l'ancienne, façon 19e siècle : des draps noués depuis la fenêtre de l'une des cellules. Cela a fait marrer (presque) tout le monde. Ah ! du temps du bagne des Communards, à relire la mère Michel, ça rigolait moins. Il y avait des effectifs. D'autre part cette prison de 192 places (soit une surpopulation carcérale de 226 %) est un modèle d'humanité[7]. « Le Camp-Est est le reflet de ce qui se fait de pire en matière de conditions de détention. Elle concentre, à la puissance dix, les points négatifs que l'on trouve dans bon nombre de prisons françaises » dénonce François Bes, membre de l' Observatoire International des Prisons (OIP), qui a aussi saisi le Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe. A 22 000 km de Paris, la France traite toujours aussi bien son (ex-)colonie.

Joyeux tropiques ? La France gère ici sa dette coloniale.

Gérard Jodar, président de l'*USTKE* et ses aut-compagnons syndicalistes y sont en revanche bien gardés. Bien ? C'est aller un peu vite en besogne. Julien Vaiagana, 33 ans, a été libéré en novembre après 6 mois d'incarcération. Il raconte. Durant 23 h sur 24 il a vécu dans une cellule de 13 m² pour six personnes, où l'on doit manger et circuler à tour de rôle, au milieu de la chaleur, des cafards et des moustiques. Les toilettes : des WC à la turque, entourés d'un petit muret, qui font office de douche en récupérant l'eau de la chasse avec un bidon en plastique. La nourriture : des plats (les mêmes chaque semaine) servis froids dans des barquettes en inox et un fruit ou un gâteau sec. Une pétition a été signée le 22 novembre suite au service de flageolets tournés. La cour du Camp-Est est pleine de nourriture que jettent les détenus. Julien Vaiagana a eu une gastro-entérite pendant deux mois et n'a vu le médecin qu'au bout de quatre jours. Il a eu une rage de dent : il n'a jamais vu de dentiste. Il a perdu 15 kilos en six mois (Les Nouvelles Calédoniennes - 11 déc. 2009).

Ces condamnations ont fait suite à un conflit avec la compagnie domestique *Air Calédonie* dans lequel l'*USTKE* s'était illustrée en occupant un avion de l'aérodrome de Nouméa. Le tribunal a eu la main lourde. Il fallait faire des exemples. Au point de départ : une histoire d'adultère, une employée d'*Air Calédonie* ayant été licenciée en mars pour avoir révélé à sa mère que son père se trouvait à bord d'un avion en compagnie de sa maîtresse… Après plusieurs actions de l'*USTKE*, l'employée kanak a finalement été reclassée et le syndicat a réclamé le paiement des jours de grève. Un accord avait été trouvé le 11 juin avec la direction du travail mais le président d'*Air Calédonie*, Nidoïsh Naisseline, grand chef de Nécé (Ile de Maré) a refusé de le signer, ce qui a rallumé la mèche.

Les droits collectifs des exploités, le service public du transport aérien ont-ils à cette occasion avancé ? Je me suis posé la question. On dirait le Sud. Le temps dure longtemps.

22JANVIER2010

Boum !

Mururoa, mon amour

La semaine dernière un lecteur de *Cerises* m'a interpellé sur la précédente chronique : « Et Tahiti alors ? En parleras-tu un des ces jours ? Il n'y a pas que la Nouvelle-Calédonie dans le Pacifique Sud ! ». Du coup, en pensant au milliardaire calédonien Jacques Lafleur, j'ai rippé assez facilement sur cet autre ami de Chirac, le polynésien Gaston Flosse. Le premier, signataire d'une poignée de mains médiatisée avec Jean-Marie Tjibaou, a accumulé les défaites judiciaires et personnelles : trois condamnations pour injures publiques, un an de prison avec sursis pour ingérence au bénéfice de son neveu dans un scandale immobilier à Nouméa (Eric Conan *in* L'Express – 06 juin 2002). Le second, ancien président de Polynésie, objet d'une demande de déchéance de son mandat de sénateur, a été déclaré comptable de fait dans le cadre de l'attribution de contrats du cabinet de la présidence à des élus municipaux et des syn-

dicalistes. Gaston Flosse a donc été condamné à rembourser plus de 231 millions francs cfp puisés dans les caisses du pays. Il devra aussi s'acquitter d'une amende de 11 millions francs cfp. Il a fait appel ainsi qu'un (petit) tour en prison. Bref, de gros poissons nageant en eaux troubles.

A propos de poissons, un pêcheur kanak de l'île de Lifou m'avait de son côté parlé de thons irradiés en provenance, d'après son expérience, de Polynésie. C'était son lien à lui avec les Tahitiens. J'ai fait le rapprochement et me suis surpris à faire le voyage inverse de celui des thons – quelques milliers de km – jusqu'à l'atoll de Mururoa et celui de Fangataufa, son voisin. Voyages, voyages.

Je connaissais l'utilisation pacifique de l'atome. Moins le Pacifique utilisé pour l'atome. Car ces endroits paradisiaques ont eu le privilège d'avoir été transformés de 1966 à 1996 en centre d'essais nucléaires militaires de la

France. Bilan : 46 essais aériens (de juillet 1966 à septembre 1974) et 146 essais souterrains (de 1975 à 1996.) Le dernier essai nucléaire militaire a eu lieu, dans les sourires et un brin de nostalgie, le 27 janvier 1996 à Fangataufa. Merci qui ? De Gaulle, Pompidou, Giscard … et Chirac. Toujours lui ! Décidément.

Je me suis posé la question : si le bichon maltais des Chirac avait été exposé aux radiations d'une partie de ces 200 essais atomiques, aurait-il tenu le choc ? En l'absence de données sur le clébard, nous suggérons à Michel Drucker de faire une émission en direct de Moruroa (avec les Chirac) afin que Madame Bernadette puisse mettre toute sa faconde pour soutirer au peuple des pièces jaunes en faveur des irradiés de l'atoll (parmi lequel le personnel exposé du centre d'expérimentations du Pacifique). Pas le genre d'émission à l'eau de rose, mais à l'eau lourde. Et loin de cette charité où Madame choisit ses pauvres et ses malades.

Vivement dimanche pourrait d'abord donner la parole à la défense. Et donc à Marcel Jurien de la Gravière, délégué à la sûreté nucléaire du Ministère... de la Défense. Un homme qui aime à se justifier ainsi : « Suite aux essais que nous avons effectués en faisant des puits dans le corail pour rejoindre le basalte, il y a un moment où l'on a considéré que l'affaissement de l'atoll et l'agrandissement des failles n'étaient plus acceptables. Donc nous sommes passés en tir en lagon » *(sic)*. Et le technocrate de poursuivre : « Il y a des failles de 30 à 40 cm de large, on les a augmentées avec les essais, mais elles sont parfaitement suivies » *(resic)*. On le croit sur parole.

Je connaissais l'utilisation pacifique de l'atome. Moins le Pacifique utilisé pour l'atome.

L'émission de Michel Drucker pourrait ensuite

avoir une vedette mondiale (la plus talentueuse de sa génération, etc.). J'ai nommé l'AIEA ou Agence Internationale de l'Energie Atomique. Cet organisme de l'ONU a étudié dans son rapport de 1998 la possibilité d'effondrement d'une partie de l'atoll de Mururoa, dont la souche corallienne a été fragilisée par les tirs, au point de faire apparaître des failles.

Je cite :

« Les essais nucléaires souterrains ont provoqué des ruptures de pentes sous-marines sur les flancs des parties sud et nord de la couronne de Mururoa. Les ruptures survenues dans la partie nord sont quelque peu préoccupantes, car le long mouvement de fluage continue. Ces mouvements comportent un risque de glissement de roches carbonatées. Selon l'endroit du flanc où se produirait un glissement, une certaine quantité de matières radioactives pourrait être relâchée dans l'océan. »

L'AIEA pourrait préciser devant les gentils téléspectateurs, les gentils Chirac et le méchant bichon qui mord pépère, que c'est dans la partie nord de l'atoll que le risque d'effondrement est le plus fort, là où ont été effectués les tirs de plus faible puissance et de faible profondeur. Elle pourrait présenter, avec les outils de communication les plus modernes, son calcul tout à fait officiel de la dispersion des radionucléides. Sans parler du raz-de-marée qui pourrait être provoqué par l'effondrement d'une partie de l'atoll de Mururoa, d'un périmètre de 63 km.

Ah ! le goût sucré des îles nacrées chanté par Pierre Perret. Tiens, c'est une idée d'invité pour *Vivement dimanche* !

Moins risquée que d'inviter Jane Birkin, capable d'inverser ce vers de Gainsbourg « Sur mon tropique du Cancer ». Cancer du tropique, ça ferait mauvais genre pour *Vivement dimanche*.

5FEVRIER2010

Nous sommes tous des Sud-Africains

En 1984, avec d'autres étudiants communistes, je me souviens avoir envahi, peintures noires sur la figure, l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris pour exiger la libération de Nelson Mandela qui sera obtenue en 1990. Nous voulions (modestement) contribuer à mettre par terre le régime d'apartheid gouverné par Piether Botha et soutenu par de nombreux gouvernements, dont celui de Madame Thatcher. Les CRS du ministre socialiste Pierre Joxe tabassèrent sans ménagement les manifestants restés à l'extérieur de l'ambassade. Ils ne pouvaient manier la matraque sur le territoire d'un autre pays et s'occuper des « éléments subversifs » ayant pénétré dans le périmètre du bâtiment.

Pierre Laurent[8] était secrétaire national de l'Union des Etudiants Communistes et Jacques Perreux[9] celui du Mouvement des Jeunes Communistes de France. Le premier m'avait parlé

des bantoustans et du ghetto de Soweto. Il ajouta, raison pas très étonnante, que les actions en faveur de la libération de Mandela permettraient aussi d'améliorer l'image du PCF, qui n'était plus identifié comme une organisation porteuse des libertés et des droits de l'homme. Le second m'avait lui parlé d'un régime insupportable, du courage de Mandela l'insoumis, de désobéissance à travers des moyens d'alerte spectaculaires.

L'opération, imaginée et décidée entièrement dans les locaux de la JC, fut préparée dans le plus grand secret. Même Georges Marchais... Il faut reconnaitre que c'était gonflé et grisant. Au fond, nous nous placions concrètement et illégalement dans une posture post-apartheid qui pouvait faire bouger les lignes dans l'opinion.

Je ne me suis intéressé à l'ANC *(African National Congress)* qu'ensuite. Comme on va à la lecture du *Capital* de Marx après avoir fait un

stage sous-payé chez *PSA*. Créer l'ANC, c'était organiser et unifier les différents peuples dominés d'Afrique du Sud pour défendre leurs droits et leurs libertés dans un pays dirigé par une minorité blanche, Afrikaners ou d'origine britannique. Y faire vivre une composante communiste, c'était prôner le renversement du gouvernement et du capitalisme. Avec un débat au sein d'une ANC polyphonique sur les buts et la pertinence des moyens utilisés, pacifiques ou non. La ligue de la jeunesse de l'ANC, cofondée par Mandela, plus radicale dans son mode d'expression, partisane de manifestations de masses pour faire céder le pouvoir politique, posait aussi ces questions. L'alliance de l'ANC avec les Congrès indiens du Natal et du Transvaal avait permis de jeter les bases communes d'une formation unie en opposition au gouvernement. L'ANC organisée et d'autres organisations anti apartheid avaient ouvert une campagne de lutte contre les discriminations politiques, sociales et résidentielles imposées aux gens de

couleurs. La fondation d'un Front Démocratique Uni *(United Democratic Front – UDF)* par l'ANC et les groupes d'oppositions à l'apartheid élargit le champ d'action. Les syndicats proches de l'ANC (dont le COSATU Congress of South African Trade Unions[10]) y travaillèrent les revendications sociales. À partir de 1984, les townships furent en ébullition, avec l'aide de l'ANC qui est alors un creuset et un mouvement de libération incontournable. Et depuis 1994, au plan strictement électoral, l'ANC rassemble sur son nom entre de 62 % et 70 % des suffrages.

Créer l'ANC, c'était organiser et unifier les différents peubles dominés d'Afrique du Sud.

Dire pour autant que l'ANC a résisté à son séjour au pouvoir serait exagéré. Depuis 2005, la dérive libérale du gouvernement Mbeki (1999-2007) a provoqué des tensions au sein

de l'ANC (avec la COSATU et la composante communiste). Faire le bilan de l'ANC au pouvoir implique d'examiner lucidement les résultats obtenus sans nier des problèmes politiques de fond. Mais la façon de rassembler de l'ANC et ce qu'elle a engrangé méritent un détour. Et à l'heure où le besoin de fédérer des forces pour renverser l'ordre existant est crucial, cette référence, comme celle de *Die Linke* en Allemagne, ne mérite-t-elle pas qu'on s'y arrête ?

5MARS2010

« Une artiste chinoise censurée par les Beaux Arts de Paris.»

Rue 89, fév. 2010

Le poids des mots, l'électrochoc des kakémonos

L'art est l'un des combustibles de la vie. Je me suis endormi l'autre soir sur un ouvrage magnifique que n'a pu s'empêcher de préfacer Dominique de Villepin, livre consacré à Zao Wou-Ki, peintre chinois renommé et surtout créateur de voyages intérieurs. Cela a suscité un rêve la nuit qui suivit. Un artiste français exposait sur le devant de l'Ecole des Beaux Arts de Pékin : quatre calicots en caractères rouges et chinois sur fond noir comportant chacun des mots : *utile – tuer – moustique – amour*. Une œuvre pas très originale. Mais risquant de froisser, par un subtil détournement, les admirateurs du Grand Timonier Mao Tsé Toung dans l'une de ses citations célèbres : « Il est plus utile de tuer des moustiques que de faire l'amour.»

Comme le peuple chinois risquait de comprendre le texte à l'envers (*Il est plus utile de faire l'amour que de tuer des moustiques*) ou à

contresens (*Il est plus utile de tuer l'amour que de faire des moustiques*), l'œuvre avait, dans mon songe, été décrochée par les autorités. Tollé du ministre français de la Culture, de Bernard-Henri Lévy, de l'ex-secrétaire général de Reporters sans Frontières Robert Ménard… face à la censure. Grossièretés de Georges Frêche. Déplacement de Dominique de Villepin dans le quartier chinois à Paris. Bref un cauchemar.

Ironie de cette histoire onirique, me levant aux aurores pour les actionnaires du CAC 40 (très différent que de se lever pour l'intérêt général), j'ai appris que l'Ecole des Beaux Arts de Paris, avait décidé, mercredi 10 février, de retirer une œuvre de l'artiste chinoise Ko Siu Lan de sa façade. L'installation détournait le slogan de Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle de 2007 « Travailler plus pour gagner plus ». Constituée de quatre bannières noires avec chacun des mots : *travailler – plus – gagner – moins*. Le passant-citoyen pouvait y lire,

en fonction de l'endroit où il était : « gagner plus » ou « travailler moins ».

L'artiste Ko Siu Lan, prévenue par mail d'une censure qu'elle n'imaginait pas à Paris, a alors adressé, via une avocate, une mise en demeure à la direction pour qu'elle raccroche les calicots dans la rue. La direction de l'école n'y a pas donné suite, estimant que l'œuvre portait « atteinte à la neutralité du service public ». La commissaire de l'exposition Clare Carollin a, elle, expliqué que cette installation « était pourtant prévue de longue date », que le directeur « était au courant », l'œuvre « figurant dans le catalogue » de l'exposition. Le directeur lui aurait confié que cela risquait de compliquer les relations avec le Ministère de l'Éducation Nationale au moment du renouvellement de la convention de financement de son établissement. Les étudiants ont évoqué « une autocensure inquiétante » et réclamé la démission du directeur de l'école Henry-Claude Cousseau.

Le ministre de la Culture, après s'être dégonflé en s'abritant derrière la direction de l'École a demandé, devant les risques de polémique, que les kakémonos soient rétablis, comme hier les Princes rétablissaient la musique dans des ballets.

Le ministre de la Culture a demandé que les kakémonos soient rétablis, comme hier les Princes rétablissaient la musique dans les ballets.

Pleinement réveillé, je me suis rappelé une phrase du même Henry-Claude Cousseau alors directeur du Centre d'Art Contemporain de Bordeaux faisant les frais, en 2000, d'une polémique à la faveur de l'exposition *Présumés Innocents*. Sous la pression des ligues de vertu et d'associations religieuses, Alain Juppé, maire de la ville, avait, à l'approche des élections, refusé d'inaugurer l'exposition et retiré le nom de H.-C. Cousseau

des cartons d'invitation. Une association porta plainte contre les organisateurs pour « diffusion de l'image d'un mineur présentant un caractère pornographique». Monsieur Cousseau alors plus courageux, avait déclaré : « Il est aberrant de penser qu'on n'accepte plus la liberté d'expression des artistes, de ceux qui sont là pour décrisper la société. »

Décrispé par les artistes, je me suis rendu à mon travail, jonglant maintenant avec ces huit mots franco-chinois. Histoire de m'amuser. Par exemple : *Travailler plus pour des moustiques tue l'amour*. Ce serait pas mal devant l'entrée des entreprises du CAC 40, non ?

Ou plus simplement : *Travailler tue* devant l'entrée de *France Télécom*.

13MARS2010

« Il chantait rouge.»

Le Journal du Dimanche, mars 2010

C’est si peu dire que nous t’aimions

Jean, mon Jean, notre Jean, comme tu l’avais chanté, « tu aurais pu vivre encore un peu ». Tu nous étais si précieux. Ce n’est pas très sympa (tu as vu, je n’ai pas écrit *cool*) d’envoyer ce message à tes amis et de partir toi-même trop tôt. Tu aurais pu m’éviter d’écrire cette chronique que je redoutais tant et que je repoussais comme on éloigne la mort. Je me disais : Allez, il vaudrait mieux que je lui taille un costume de son vivant plutôt que de lui écrire une nécro. J’aurais commencé par cette phrase : les idées de Jean Ferrat ont deux atouts : sa voix et sa moustache. C’est tout de même mieux que d’attaquer ainsi, comme ces réactionnaires et cette grande bourgeoisie que tu combattais : la moustache de Jean Ferrat a un défaut : ses idées.

Voilà donc que tu as baissé le poing, la voix, les bras. Tu nous avais dit que tu voulais mourir debout, dans un champ, au soleil. Non dans un

lit aux draps froissés. Il va nous falloir reprendre ta chanson, vivre et mourir debout. Tous ensemble. En s'accompagnant de ces vins de Chablis que tu aimais. Plusieurs m'ont dit, façon de me consoler : « Tu sais, c'était un vieux monsieur ». Non ! Tu étais un Monsieur.

Si tu les voyais, depuis que tu as fermé les yeux, s'incliner devant toi, ceux qui se croient les plus forts et vivent des révérences qu'ils font aux puissants, qui disqualifient l'engagement militant, qui méprisent les gens qu'ils nomment « de rien », ceux qui sont aux antipodes de la simplicité, de l'humilité, de l'Humanité… Tiens, ils me rappellent ta chanson *Pauvre Boris* (1966) qui rend hommage à Boris Vian :

Tu vois rien n'a vraiment changé
Depuis que tu nous a quittés

On va quitter ces pauvres mecs
Pour faire une java d'enfer

Manger la cervelle d'un évêque
Avec le foie d'un militaire
Faire sauter à la dynamite
La Bourse avec le Panthéon
Pour voir si ça tuera les mythes
Qui nous dévorent tout du long.

Comme celui de millions de femmes et d'hommes, dont la vie s'écoule sous le joug du capitalisme, de ses rapports sociaux d'une rare violence, de son chômage, de sa précarité, de son saccage de la planète, mon chagrin est solitaire, unique, infini. Et pourtant il est collectif, pluriel, terrestre.

J'ai retrouvé ce dimanche, pour éloigner cette peine qui ne partira sans doute jamais, une lettre de toi, ancienne, adressée à plusieurs. Elle se termine ainsi : « Au-delà de ces mots, recevez toute l'affection qui les accompagne en sourdine, cette affection qui vient de loin, qui n'est sans doute pas prête de s'éteindre et qui

n'est sans doute qu'un souffle d'amitié ». Je me permets de partager ces mots.

Ton communisme n'était pas de caserne et ton humanisme de chapelle. Mon sentiment est que tu étais communiste sans te résumer à cela. Tu l'étais sans être membre du PCF. Je le dis sans intention de récupérer ou de blesser. Aux temps des cerises lequel faudra bien qu'il vienne, aux jours de ce XXIe siècle qui pour moi commence aujourd'hui, aux moments où le fil avec l'organisation révolutionnaire du XXe siècle fondée avec audace en 1920 se rompt (ou s'est déjà rompu) pour plusieurs d'entre nous, je me souviens du couplet et du refrain de ta chanson *Le bilan* (1980).

C'est un autre avenir qu'il faut qu'on réinvente
Sans idole ou modèle pas à pas humblement
Sans vérité tracée sans lendemains qui
[chantent
Un bonheur inventé définitivement

Un avenir naissant d'un peu moins de
[souffrance
Avec nos yeux ouverts et grands sur le réel
Un avenir conduit par notre vigilance
Envers tous les pouvoirs de la terre et du ciel

Au nom de l'idéal qui nous faisait combattre
Et qui nous pousse encore à nous battre
[aujourd'hui

Le temps court et vient le moment redouté de te quitter. Oui, demain, nous défricherons les chemins d'une révolution démocratique. Pour une vie simplement humaine sous le soleil, en route vers un quotidien plus beau et dans la douceur de notre mortelle condition. C'est si peu dire que nous t'aimions.

2AVRIL2010

« La CRE vient d'avaliser la demande de hausse de + 9,7 % de GDF Suez. Le nouveau processus de révision tarifaire fonctionne correctement.

Ses impacts sont conformes à nos estimations. Cette bonne nouvelle s'est traduite par une très forte hausse du cours de bourse de GDF Suez (+ 2,63 %). »

Analyse financière Natixis - Morning news - 26 mars 2010

Les actionnaires se sucrent : facture salée

Il y a des gens qui aiment les chiffres. Et d'autres qui les retiennent. Si celles et ceux qui se souviennent du score de la liste pour laquelle ils ont éventuellement voté aux régionales ne sont pas légion, je ne doute pas qu'une majorité des citoyens ait retenu le chiffre de l'augmentation du gaz du 1er avril : 9,7 %. Même s'ils ne bénéficient pas du gaz naturel à la maison. Cadre à *GDF SUEZ*, je me suis retrouvé avec une flopée de sms et de courriels de la part de connaissances et d'ami-e-s avec des commentaires persifleurs. Et à devoir répondre à des gros mots (racket, spoliation…), à diverses boutades (c'est un poisson d'avril, ça va rentrer dans votre poche de privilégiés…) Durant le week-end qui plus est. Promis, juré, je n'avais décidé de rien.

Ces amis auraient dû capter que tout, désormais, est dans les mains de la direction du groupe *GDF SUEZ*, qui élabore la formule d'in-

dexation et fixe les révisions de tarifs. Et que la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a pour seule mission de s'assurer que les calculs du groupe privatisé sont en conformité avec la formule imposée par les lobbyistes du groupe. Bref que, débarrassé de la tutelle des pouvoirs publics, *GDF SUEZ* a grande latitude pour agir en faveur de ses intérêts et non de l'intérêt général.

Il m'a donc fallu défendre la multinationale du CAC 40, que certains nomment encore, par illusion ou autopersuasion, service public. J'ai dit à mes interlocuteurs qu'ils ont eu tort de ne retenir que ce chiffre : 9,7 % (soit + 87 € par an en moyenne sur une facture de 900 €). Car s'ils disposent d'un contrat gaz naturel pour la seule cuisson, c'est à une augmentation de 13,4 % du tarif dit régulé (on ne rit pas) à laquelle ils auront droit. Cela s'appelle la segmentation de la clientèle, valeur orthogonale à l'un des principes fondateurs du service public : l'égalité de

traitement des usagers. Pour que ces derniers s'y retrouvent dans leur budget, ils ne leur restent plus qu'à réduire le poids de leurs biftecks et de leurs spaghettis. Cette perspective les a énervés : « Tu comprends, à ce prix là, autant passer à l'électricité.» J'ai aussitôt averti mes collègues commerciaux dont le métier est de vendre du gaz avec pour seul horizon la concurrence, les marges et le business.

J'ai aussi dit à mes correspondants qu'ils avaient été chanceux : *GDF SUEZ* avait réclamé cette augmentation plusieurs semaines auparavant, et l'organe technique et indépendant du pouvoir appelé CRE avait repoussé sa décision pour la prendre… le surlendemain du 2e tour des régionales. Quelques semaines d'augmentation en moins, c'est trop top. Cela n'a pas suffit à les calmer.

L'un d'eux, Jeune Impopulaire de l'UMP, a convenu que décaler cette mesure n'avait pas

eu les effets escomptés sur le score de sa liste et sur la cote de Sarkozy (qui s'était engagé à ce que l'État reste actionnaire majoritaire à 70 % de Gaz de France.) Ce même godelureau m'a soutenu que nous (le personnel, ses 35h, son tarif préférentiel, son comité d'entreprise, ses primes…) coûtions cher à *GDF SUEZ*. Bref qu'il y avait des privilégiés, ce qu'il n'est pas seul à penser : je connais des gens de « gôche » ou « apolitiques » qui professent cette idée depuis des lustres. Que le gaz soit cher ou bon marché.

C'est que le Jeune Impopulaire ne disposait pas des « éléments de langage[11]» des dirigeants de *GDF SUEZ* et du gouvernement. Selon le prêchi-prêcha officiel des années 2007-2008, l'augmentation des tarifs régulés (+ 40 % en 5 ans) du gaz était justifiée par la hausse des cours du pétrole. Le prix du baril de pétrole ayant entre temps fortement chuté (- 37 % pour le baril et de - 50 % pour le gaz en 2009[12]), la chanson de l'augmentation entonne cette fois un autre cou-

plet : celui du coût des infrastructures de stockage et de transport, qui aurait explosé de 22 % en un an. Précisons que ces coûts, de même que les coûts d'investissement, ont toujours été pris en compte dans les tarifs de service public.

Quant aux privilégiés… Les dividendes versés aux actionnaires en 2009 par le seul groupe *GDF SUEZ* se sont élevés à 4 milliards €[13] captant 75 % du résultat net consolidé du groupe. Pour donner une idée de ce que cela représente : le déficit actuel du système de retraite, tous régimes confondus, est estimé à 10 milliards € et la reconstruction d'Haïti à 7,5 milliards €.

Elsa Triolet écrivait que les barrières n'ont que deux côtés. Décidément, il y a ceux qui produisent des richesses et ceux qui en profitent.

16 AVRIL 2010

« Pologne : les conservateurs reprennent du poil de la bête chez les jeunes. »

Riposte catholique, blog ultra-réactionnaire, avril 2010

Les remparts de Varsovie

Chanson satyrique
Musique de Jacques Brel

Le pape promène sa robe sur les remparts de
[Varsovie
Le pape promène sa tiare sur les bobards de
[ses chéris
Le pape cache au bon peuple des salopards
[de montre-zizi
Le pape promène son ombre sur tous ses
[touche-pipi
Je trouve le pape bien dégourdi

Tandis que moi, je lui claque la bise
Dans cette chronique de Cerises

Le pape tait son passé de déguisé en jeune
[nazi
Le pape a bien servi à ses débuts en
[Germanie !

Le pape a des ratés, il est urbi et estourbi
Le pape pointe-t-il dans des pince-fesses en
[Italie ?
Je trouve le pape Berlusconi

Tandis que moi, je mise sur la crise
Dans les chroniques de Cerises

Le pape a dit : Des jumeaux ! c'est du tout
[bon pour la Pologne
Le pape a dit : Ces Kaczynski, j'les ai frottés à
[l'eau de Cologne
Le pape ourdit : Ces deux zozos, priez-les donc
[sans vergogne
Le pape maudit : La capote n'est pas pour les
[vrais hommes
Bouh ! ces vilains gays qui vont avec tous ces
[bonhommes
Le pape médit : L'IVG, n'est pas ce qu'il faut
[pour nos madones
Car vivent les femmes quand elles ne sont que
[des bobonnes

Tandis que moi, je pique une crise
Dans cette chronique de Cerises

Le pape devise : Un Walesa cèti pas mieux
[qu'un Jean Ferrat ?
Le pape courtise : Des plus béats je vais vous
[faire des choux-gras
Le pape révise : Ce Williamson, il est bien fait
[de sa personne
Le pape avise : Un Kaczynski suffira bien pour
[ma besogne
Le pape les brise : Ces Polonais, va pas falloir
[qu'ils grognent !
Même des cathos le pape met en rogne

Tandis qu'ici, je me maîtrise
Dans cette chronique de Cerises

Jaru maniait le pouvoir à l'épaisseur des
[hauts-gradés
Jaru menait le Parti dans une splendeur de
[sclérosés

Jaru avait la main sur les différents corps
[d'armée
Jaru menait le Parti bien à l'abri des salariés
J'trouvais Jaru glacé

Tandis que moi, quoiqu'on en dise
Je porte cette valise même dans Cerises

Jaru filait aux Russes comme on donnerait à
[un huissier
Jaru cachait Staline et son massacre de Katyn
Jaru portait lunettes qu'il voulait bien nous
[voir porter

Jaru prenait le grisé pour Ah ! le bon vieux
[temps passé
Jaru filait perpette et attachait les libertés
J'trouvais Jaru plombé

Tandis qu'ici, je totalise
Dans cette chronique de Cerises

Jaru s'agenouille sous un rempart de Varsovie
Le pape bafouille sous les remparts de toute
[sa vie.

14MAI2010

« Grèce : adoption du plan d'austérité, le pays paralysé.»

presseaffaires.cyberpresse.ca, mars 2010

Kl@kos K@pital Group
blog de Φίλιππος ΣΤΙΕΡΛΙΝΟΣ

(Fílippos Stíerlínos)

Le Kl@kos K@pital Group (KKG) réunit les traders, les managers de la finance et des banques d'affaires actuellement en exil sur une île des Cyclades. Il entretient des relations de coopération avec l'île de Skorpios, propriété de la famille Onassis et tente de tisser des solidarités avec les traders de New-York, de la City à Londres et de Paris.

Editorial

Après quelques soucis matériels, nous sommes enfin en mesure de vous donner de nos nouvelles depuis l'île de Klakos en mer Egée. Malgré la nationalisation du secteur bancaire par le nouveau gouvernement grec, nous avons réussi à rouvrir une banque d'affaires dans la capitale de l'île, Edenlos. Notre salle des marchés ne dispose pour l'instant que d'un seul écran, fonctionnant avec un groupe électrogène. Notre analyse des risques montrait en

effet qu'un syndicaliste de l'énergie menaçait de couper le courant.

De source autorisée, nous avons appris que le Parlement grec nouvellement élu s'apprêtait à mettre en œuvre une vaste réforme du monde du capital pour répondre à la crise financière du pays. Cette réforme comporte un plan d'austérité et de rigueur à l'égard des capitalistes grecs, sans précédent dans l'histoire hellène. Les nouveaux députés ont justifié cette cure drastique par le sauvetage d'un pays au bord du gouffre. Quelques rares élu-e-s de l'opposition, osant briser le consensus politique, ont protesté contre ce plan qui s'attaque aux droits élémentaires des plus forts. Nous avons ainsi pu compter sur le soutien de la députée Aggripína Agápi, tradeuse à la *Piraeus Bank*, de Nikos Gloubiboulgas, avocat fiscaliste à la banque *Emporiki* (filiale grecque du *Crédit Agricole*), et d'Aristote Jr, représentant de la *Fédération des armateurs grecs*.

confidentiel

Nous vous livrons en primeur le document confidentiel qui nous est parvenu et que s'apprêterait à voter une majorité de députés :

• les grandes entreprises et les grandes banques contribueront, dans leur intérêt même, à l'effort national

• une contribution de 15 % sera prélevée sur les bénéfices en vue de sauver ces derniers

• les bonus des traders, des managers de la finance, des banques, des grands groupes cotés à la Bourse d'Athènes alimenteront à 100 % un fonds de diminution de la dette

• le licenciement des responsables de la crise sera facilité, de même que leur reconversion dans des secteurs d'utilité publique

• le versement des dividendes aux actionnaires des entreprises sera affecté à la dette jusqu'à ce que celle-ci soit ramenée à de plus justes proportions

• la taxe sur les transactions financières augmentera de 2 points

• les exonérations massives dont a bénéficié l'Eglise orthodoxe grecque et les gros patrimoines seront supprimées.

Comme si le fardeau n'était pas assez lourd, deux directives sont actuellement en discussion au Parlement européen : l'une pour empêcher l'introduction de capitaux privés dans les entreprises publiques (notamment de fonds de pension), l'autre pour lutter contre le dumping fiscal au sein de l'UE 27 (le Luxembourg étant notamment visé). De son côté, le Gouvernement Uni Européen après avoir constaté que les institutions financières européennes étaient très engagées en Grèce, que les banques européennes détenaient deux tiers de la dette publique grecque (300 milliards €) en a tiré les conséquences. Il a enfin décidé de modifier les traités afin de soumettre la Banque Centrale Européenne (BCE) aux Pouvoirs Publics.

Face à cette offensive sans précédent contre le monde du capital, le KKG invite les détenteurs de capitaux à freiner ce début de révolution économique et sociale.

dernière minute

Le gouvernement allemand a assuré au KKG qu'il ne rachèterait pas l'île de Klakos.

rencontre internationale

Une réunion de travail aura bientôt lieu entre le Kl@kos K@pital Group et l'Association Internationale des Traders et Banquiers d'Affaires (AITB) en vue d'améliorer la situation de la diaspora bancaire grecque sur le plan du logement et du travail. Nous attendons la réponse, qui ne saurait maintenant tarder, de l'AITB à notre projet de pré-programme afin de commander le nombre exact de plateaux repas.

manifestation

Le KKG appelle à une manifestation de soutien et de solidarité le dimanche 27 juin 2010, jour de la fête mondiale du capital. RV en bas de l'Acropole, sous le calicot : « Traders de tous les pays, ressaisissons-nous ». Le nouveau gouvernement grec envisage de saisir les *Porsche* et les *Maserati* pour en doter le service public des Postes. Il est donc conseillé de venir en transports en commun.

11 JUIN 2010

« Micmac au Sénat.»

France 24, juin 2010

Les lieux de privation de liberté

Le sénateur Jack Ralite m'a un jour appris que la politique était la conquête d'espaces de libertés. Il aime aussi à bousculer élégamment ses collègues en leur citant Camus : « Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde ».

Car il est d'autres sénateurs et sénatrices qui mènent un drôle de train. Lors du débat sur le projet de loi créant le Défenseur des droits, sorte de super-médiateur nommé par décret en Conseil des ministres, sur proposition de… Nicolas Sarkozy, et chargé de veiller au respect des droits et libertés, les parlementaires de la majorité et de l'opposition ont seriné cette expression lors des débats : « lieux de privation de liberté ». Autrement dit : prisons. Ah ! le joli consensus républicain… Ces sénateurs ont des excuses. Dans d'autres sphères, on appelle hypocritement un plan d'austérité, une *Politique*

d'assainissement des finances publiques. Ou bien une série de mesures toutes inspirées par le MEDEF et les lobbyistes au service du capital, un *Plan de sauvetage du système de retraites*.

Une privatisation ? Vous n'y êtes pas. C'est une *Respiration du service public* à laquelle vous avez affaire. Un plan de licenciements ? Mais non ! C'est d'un *Plan de sauvegarde de l'emploi local* dont vous bénéficiez. Des zones noires ou rouges en Vendée après la tempête Xynthia ? Pas du tout. Vous êtes, protestations obligent, dans une *Zone de solidarité*.

Mais, évoquant les « lieux de privation de liberté », les sénateurs et sénatrices, ont peut-être après tout, parlé d'autres choses que de ces lieux de privation que sont ces prisons surpeuplées[14] et leurs 115 suicides de prisonniers[15].

Ces élu-e-s ont peut-être voulu parler de ce lieu de privation de la liberté de vote qu'est le Sénat. Infligeant un camouflet au gouvernement, la Chambre dite haute avait en effet

adopté en première lecture, à une nette majorité, des amendements rétablissant de plein droit le statut de Défenseur des enfants, choisissant de ne pas fusionner cette instance dans le Défenseur des droits. Dominique Versini, la Défenseure des enfants dont l'institution est menacée, s'était insurgée dans une interview à Libération : « On noie le droit des enfants dans un ensemble administratif plus large. La visibilité du droit des enfants, très bien identifiée, disparaît ». Le sénateur centriste Nicolas About lui-même : « Un Défenseur des enfants autonome, aisément identifié par eux et accessible, uniquement chargé de leurs droits, est plus efficace et répond mieux à leurs besoins. Le Défenseur des droits aura-t-il le temps, la compétence et l'humanité pour écouter la parole des enfants ? » Le lendemain du vote libre du Sénat, le gouvernement a demandé un nouveau vote et la majorité sénatoriale est alors rentrée dans le rang, au garde-à-vous… Que du bonheur démocratique.

Las ! Je me suis ravisé. Tu te trompes, me suis-je dit, ces parlementaires n'ont pas évoqué les prisons. Avec leurs lieux de privation de la liberté, ils ont vraisemblablement voulu parler de ces lieux de privation de la liberté d'expression que sont les entreprises. Qui exercent des pressions totalitaires et illégales sur leurs salarié-e-s dès que ceux-ci s'expriment en interne comme en externe sur leurs conditions de travail, la sécurité des personnels et des installations, le dumping fiscal des groupes, les orientations stratégiques… bref sur la politique de l'entreprise.

Les sénateurs et sénatrices ont peut-être voulu parler de ces lieux de privation de la liberté de vivre décemment que sont 8 millions de logements sinistrés.

Ils ont voulu parler de ces lieux de privation de la liberté de travailler que sont les Préfectures et le Ministère de l'Intérieur qui refusent de régulariser les travailleurs sans-papiers.

Ils ont voulu parler de ces lieux de privation de la liberté de s'aimer comme les autres que sont les Mairies, les Tribunaux qui refusent de marier les personnes du même sexe qui le souhaitent.

Car le Sénat, c'est bien connu, c'est le fer de lance de la conquête et de l'extension des libertés, avec une audace politique qui détonne.

S.P.Q.R. était-il écrit, il y a presque 2 000 ans, sur les monuments et les enseignes militaires à Rome. Et encore aujourd'hui sur le mobilier urbain de la capitale italienne.

S.P.Q.R. c'est-à-dire *Senatus Populus Que Romanus* ou *Le Sénat et l'assemblée du peuple romain*. Pour rappeler aux armées romaines qu'elles doivent agir au nom du Sénat et du peuple romain et non au profit de leur général. En ce sens, il est des sénateurs et des sénatrices qui, en plus de leur liberté, se sont privés de leur dignité.

25JUIN2010

« L'ultime fiasco des Bleus. »

Libération, juin 2010

Out of South-Africa

Bien que je sois curieux de ceux qui en ont la passion, je n'y connais honnêtement pas grand-chose en football. Je suis malgré tout sensible à ce spectacle d'équipes du monde, issues du plus profond de la société. Ces équipes qui en veulent, se mobilisent et finissent par gagner dans une belle geste sportive. Lors du match France-Mexique, j'ai trouvé l'équipe mexicaine de cette trempe. De ces moments, j'aime la liesse populaire et je fuis l'hystérie collective.

Je n'y connais pas grand-chose en football, mais je me suis intéressé à cette tragi-comédie qui nous a été jouée, à côté de laquelle l'émission de téléréalité *Loft Story* faisait pâle figure. Pantalonnades, engueulades, arrogance, colères contenues, épanchement d'émotions, conférences de presse kafkaïennes, mines déconfites, refus de jouer (ah ! cette grève de joueurs richissimes), lancé rageur de sifflet…

ceux qui voulaient du spectacle ont eu du spectacle ! Avec peu d'humour. Même au cirque, on rigole plus. N'est pas Achille Zavatta qui veut.

Le ciel est tombé sur la tête des Français. Avec la réforme des retraites, nous risquons d'avoir moins de pain. Maintenant, voilà que nous n'avons plus de jeux.

Il y a un microcosme footballistique comme il y a un microcosme politique, dont les acteurs ne réalisent même plus l'inanité, tellement ils sont dans leur bulle à l'image des traders qui opèrent dans leur bulle financière toxique. Comme cette insulte de Nicolas Anelka sortie des vestiaires résonnait avec ce *Casse-toi, pauv' con* sarkozyste ! Comme ce refus par Raymond Domenech de reconnaître la défaite rappelait Ségolène Royal après le coup de sifflet final ! Quant à cette absence complète d'autocritique des protagonistes, miroir d'un certain monde politique, elle était aussi assourdissante qu'un

concert de vuvuzelas, ces trompettes des supporters sud-africains.

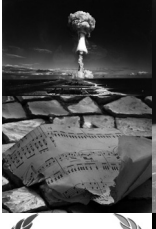
Heureusement, nous avons eu la maîtresse d'école Roselyne Bachelot qui, après avoir dit tout le bien qu'il fallait absolument penser de la classe (« gamins extraordinaires »…) a vilipendé les élèves (« caïds immatures » ; « gamins apeurés »). Nous avons eu Rama Yade demandant qu'il soit écrit que les joueurs doivent chanter la Marseillaise. Et puis, nous avons eu ce chroniqueur du Figaro et lobbyiste du Medef, qui vend tous les jours le libéralisme économique sur les ondes et qui nous a raconté que ce qui s'était passé relevait… d'un « manque d'éducation ». Comme si l'économie et la financiarisation du sport n'avaient rien, mais alors rien !, à voir dans l'histoire. Comme si l'exaltation de l'individualisme et de l'égoïsme n'avait pas été le moteur et le carburant de cet échec massif, comme le culte de la publicité outrancière et du business, la promotion d'une société capitaliste

dans laquelle le but ultime est de faire toujours plus d'argent. Or qu'est ce qui fait donc que le sport n'est plus du sport ? Et voilà que l'on nous serine le refrain du sauveur suprême. Il s'appellerait Laurent Blanc. Chanson pour donner l'impression que tout change afin que rien ne change.

À l'heure où vous lirez ces lignes, les joueurs de l'équipe de France auront quitté l'Afrique du Sud, retrouvé leurs clubs respectifs. Equipe ? Que dis-je ? Sélection ! Et c'est là toute la différence. Certains pensent que la clé de la réussite se fait en « sélectionnant » les meilleurs joueurs, transformés en idoles et milliardaires, issus du top du top de clubs dispersés, pour faire une équipe qui gagne. Est-ce étonnant ? On sélectionne bien ainsi à longueur de couverture d'hebdomadaires les meilleurs hôpitaux, les meilleurs lycées, la meilleure complémentaire santé… Peu importe les autres, ces perdants à la traîne, ces *loosers* jamais considérés

comme une chance, un moteur… L'important, c'est la compétition, essence même du système, poussée à l'extrême, destructrice du commun.

C'est d'une révolution économique et démocratique dont le football a besoin, s'appuyant sur son peuple, des sportifs professionnels et amateurs, des clubs, une Fédération, débranchés de la toxicité du capital, dans un environnement réglementé, des salaires maximums… Le football, comme la société, a son Tiers-Etat. Et comme dit l'autre, le Tiers-Etat, c'est nous.



SPQR

ANC

notes

1 - Renault : trois suicides sur le lieu de travail (juill. 2005, oct. 2006 et janv. 2007.) Fév. 2007 : un 4e salarié se donne la mort en laissant des écrits incriminant la pression subie au sein de son entreprise - source : Alternatives Economiques – n° 271 – juillet 2008 Renault : des voitures à (mal) vivre.

2 - EDF : centrale de Chinon – selon la CGT citée par LCI (3 mars 2007) et Libération (6 mars 2007) : un suicide en août 2006, un autre en octobre de la même année, puis un troisième le 27 février 2007. Ces trois suicides font suite à celui de Dominique Peutevynck survenu en août 2004.

3 - Lettres choisies de Rosa Luxembourg - préface de Jack Ralite - textes traduits et présentés par Gilbert Badia - éditions le Temps des Cerises - 2006 -15 €.

4 - Rosa, la vie - Lettres de Rosa Luxemburg - traduits par Anouk Grinberg et Laure Berardi - introduction d'Edwy Plenel - éditions de l'Atelier - 2009 – 25,50 €.

5 - Selon la future constitution de Kanaky, le mot kanak est invariable en genre et en nombre.

6 - Un exemple, au hasard : « Casse-toi pauv'con. »

7 - Selon l'OIP, organisation bénéficiant d'un statut consultatif à l'ONU, onze prisons françaises étaient occupées à plus de 200 % au 1er novembre 2009.

8 - En 2010, tête de liste du Front de Gauche en Ile de France et futur secrétaire national du PCF.

9 - En 2010, vice-président du Conseil Général du Val-de-Marne (groupe communiste et apparentés), tête de liste Europe Ecologie dans ce département.

10 - Congrès des syndicats sud-africains.

11 - Novlangue tordant la réalité à la convenance de celui qui la parle, utilisée par des variétés de perroquets. Est au capitalisme mondialisé ce que la langue de bois est (encore) à de nombreux partis ainsi qu'à l'Union Soviétique sous Brejnev.

12 - Source : communiqué de résultat annuel de GDF SUEZ.

13 - L'impôt sur les sociétés s'étant élevé à 1.7 milliards €.

14 - 64 000 détenus – 51 000 places.

15 - En 2008, soit une augmentation de 18 % par rapport à 2007.

JOUVE
1, rue du Docteur Sauvé - 53100 Mayenne
Imprimé sur presse rotative numérique
N° 554268R - Dépôt légal : septembre 2010

Imprimé en France